



PLAN GENERAL DE COORDINATION
ET DE
PROTECTION DE LA SANTE

Etabli par Sory TOUNKARA

OPERATION :
Aménagement du centre social des Larris
Travaux concernant l'aménagement intérieur du bâtiment et de la cour intérieure
17 rue Jean MACE
94125 Fontenay-sous-Bois

Articles L 4532-8 et Articles R. 4532-42 à R. 4532-51 du Code du Travail

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION

- A COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
 - 1- Principes généraux de prévention
 - 2- Implication des différents intervenants
 - 3- Responsabilités
- B MISSION DU COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
- C PRESENTATION DU P.G.C.

2 LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.

- A REGLEMENTS
 - 1- Textes applicables
 - 2- Recommandations techniques de Sécurité
 - 3- Réglementation locale
- B PRESENTATION DES INTERVENANTS
- C PRESENTATION DU PROJET
- D RENSEIGNEMENTS GENERAUX
- E SUJETIONS LIEES AU SITE ET AVOISINANTS
- F RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

3 LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ET DE LA COORDINATION

- A DESIGNATION DE L'ENTREPRISE PRINCIPALE
- B DEPENSES COMMUNES ET MISE EN COMMUN DE MOYENS
- C DOCUMENTS/TRANSMISSIONS
- D PLANNING PREVISIONNEL T.C.E.
- E ACCES ET CIRCULATION
- F CLOTURE DE CHANTIER/BALISAGE
- G CANTONNEMENTS
- H FLUIDES
- I ELEVATION DU PERSONNEL
- J MANUTENTION ET LEVAGE DU MATERIEL
- K ENGINS
- L PROTECTIONS COLLECTIVES
- M STOCKAGES
- N NETTOYAGE DU CHANTIER / GRAVOIS
- O PROTECTION CONTRE L'INCENDIE
- P PRODUITS DANGEREUX
- Q PREVENTION EN CAS DE CANICULE

4

LES MODALITES DE COOPERATION

ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- A VISITE D'ACCUEIL ET PREPARATION DU PPSPS
- B ENTREPRISES TITULAIRES D'UN MARCHE DE TRAVAUX
- C SOUS-TRAITANTS
- D ARTISANS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS
- E PERSONNELS INTERIMAIRES

5

LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS

LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

- A TELEPHONE
- B CONSIGNES ET AFFICHAGE
- C CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT
- D SECOURISTES
- E MATERIEL DE SECOURS
- F FORMALITES A ACCOMPLIR EN CAS D'ACCIDENT

A

ANNEXE - RAPPORTS DE DIAGNOSTICS PLOMB ET AMIANTE

B

ANNEXE - DHOL

ACTUALISATION DU P.G.C.

06/12/2024	INDICE 1 - Création

1

INTRODUCTION

A - COORDINATION DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS

1- Principes généraux de Prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, **le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordonnateur et les entrepreneurs** doivent mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés dans l'article L 4121-2 du Code du Travail :

- 1°) Eviter les risques.
- 2°) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3°) Combattre les risques à la source.
- 4°) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5°) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6°) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7°) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L 1152-1.
- 8°) Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9°) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

2- Implication des différents intervenants

- * La Loi du 31 Décembre 1993 impose cette mise en œuvre, dans le cadre d'un chantier de bâtiment ou de génie civil, au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur de sécurité, à l'exception des principes 4° et 9°, qui sont du ressort des seuls entrepreneurs.
- * Les travailleurs indépendants, ou les employeurs travaillant pour eux-mêmes sur le chantier doivent mettre en œuvre les principes 1°, 2°, 3°, 5°, 6°, vis-à-vis des autres personnes du chantier comme d'eux-mêmes.

3- Responsabilités

- * Le coordonnateur SPS agit sous la responsabilité du maître d'ouvrage.
- * L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants au chantier.
- * L'entrepreneur conserve ses responsabilités en matière d'accident.
- * Chaque entrepreneur a sa part, dans la police de chantier et de la sécurité, tant en ce qui concerne les dispositions propres à son personnel et au travail que celui-ci exécute, que vis-à-vis des personnes dont la présence est justifiée sur les lieux des travaux (fournisseurs, livreurs, conseils...)
- * Le nouveau Code Pénal ayant introduit la notion de « délit de mise en danger des personnes », toute personne ayant autorité sur le chantier, même en l'absence d'accident, peut voir sa responsabilité mise en cause par l'inspecteur du travail, en cas de violation, manifestation délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la Loi ou par le règlement.

B - MISSION DU COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Missions définies par la Loi du 31 Décembre 1993 :

- * Veiller à ce que les principes de prévention définis ci-dessus soient effectivement mis en oeuvre.
- * Rédiger un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC), en assurer la diffusion, le tenir à jour et en surveiller l'application.
- * Constituer, dès la phase de conception, et rassembler, tout au long du chantier, les éléments nécessaires au Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO).
- * Ouvrir un Registre-Journal de la coordination (RJ), y consigner les comptes rendus des inspections, les consignes à transmettre, les observations à tous les intervenants du chantier et le faire viser par les intéressés avec leur réponse éventuelle. Noter sur ce journal les coordonnées, effectifs, dates de travaux de toute entreprise ou sous-traitant devant intervenir sur le chantier.
- * Définir les sujétions afférentes à la mise en place des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales.
- * Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.
- * Procéder, préalablement à l'intervention de chaque entreprise ou sous-traitant, et avec elle, à une inspection commune, visant à préciser les mesures d'organisation propres au chantier et à la nature des travaux.
- * Collecter les Plans Particuliers de Sécurité (PPSPS) des entreprises et vérifier que les consignes propres au chantier et à la nature des travaux y figurent, et qu'elles sont appliquées.
- * Organiser, lorsque le chantier se situe dans ou à proximité d'un établissement en activité, avec le chef d'établissement, la délimitation du chantier et des accès et les protections diverses à mettre en place pour limiter les interférences entre les activités. Donner les consignes correspondantes aux entreprises.
- * Présider le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) lorsqu'il est requis.
- * Prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- * Visiter et suivre le chantier et vérifier l'application correcte des mesures qu'il a définies.
- * Dans le cas où les remarques ou consignes du coordonnateur ne seraient pas suivies d'effets ou seraient contestées, saisir le maître d'ouvrage qui prendra en compte les mesures et les moyens nécessaires.

C - PRESENTATION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

- * A la demande du Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur a établi ce « PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE » pour être joint au dossier de consultation des entreprises.
- * Le PGC résulte de l'étude des esquisses et avant-projet du Maître d'Ouvre menée par le Coordonnateur, pour améliorer les futures conditions de travail et diminuer les risques (implantation des ouvrages, travaux en limites séparatives, accès provisoires et définitifs...).
- * **Ce document constitue une pièce essentielle du dossier de consultation.**
- * **Certaines dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé , notamment celles ayant une incidence financière devront être prises en compte par les entreprises dans l'établissement de leur offre (installations de chantier, protections collectives, nettoyages...).**
- * **La mise en oeuvre de matériels ou de procédures visant au respect des normes et codes en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et au respect du P.G.C. ne pourra faire l'objet d'une demande de délai d'exécution supplémentaire ou de demande de plus-value de la part de la ou des entreprises concernées.**
- * Sont concernées par le présent document toutes les personnes sans exception qui sont amenées à intervenir sur le chantier.
- * Toute entreprise co-traitante ou sous-traitante devra, en conséquence, être informée par l'entreprise titulaire, que le chantier fait l'objet d'un PGC.
- * En cours de réalisation, le PGC sera complété et adapté par le Coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents travaux. Il intégrera, en les harmonisant, les PPSPS ou les Plans de Prévention lorsque ceux-ci sont requis. Son actualisation ne pourra en aucun cas être un prétexte aux entreprises pour le refuser.

2

LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

A - REGLEMENTS

A - REGLEMENTS

1- Textes applicables

- | | |
|--|---|
| * Décret du 20.03.1979 : | <i>Liste non exhaustive</i> |
| * Décret du 03.09.1992 : | Formation à la sécurité |
| * Loi du 31.12.1993 n° 14-18 : | Manutention manuelle |
| * Décret du 26.12.1994 n° 99-1159 : | Chantiers temporaires et mobiles |
| | Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil |
| * Loi du 31.12.1991 n°91-1414 : | Equipements de travail, moyens de protection |
| * Décrets 92-765 à 92-768 | |
| * Décrets 93-40 et 93-41 | |
| * Circulaire D.R.T. du 22.09.1993 n° 93-22 | |
| * Instructions D.R.T. du 18.03.1993 n° 93-13 | |
| * Dispositions générales | |
| * Décret du 08.01.65 | |
| * Décret du 14.11.88 (électricité) | |
| * Toute réglementation s'appliquant à la Z.A.C., la commune, la région ou le pays. | |
| * Code du travail | |

2- Recommandations techniques de sécurité

- * Les entreprises, chacune pour son corps de métier, doivent avoir connaissance des divers documents, brochures, guides et fiches édités par :
 - l'OPPBTP
 - l'INRS
 - la CRAM
- * Elles doivent constamment s'en inspirer pour concevoir leurs modes opératoires et les installations de sécurité nécessaires.
- * Elles doivent se conformer aux consignes et notices techniques de sécurité fournies par les fabricants des produits de bâtiments, des matériels, machines et outillages utilisés sur le chantier.

3- Réglementation locale

- * Toute réglementation s'appliquant à la Z.A.C., la commune, la région ou le pays.

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois	
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

B- PRESENTATION DES INTERVENANTS

La liste des intervenants sera tenu à jour par le coordonnateur dans le Registre Journal, tout au long de l'opération.

FONCTION	NOM	RESPONSABLE	F	T	ADRESSE	C P	VILLE

MAITRE D'OUVRAGE	Mairie de Fontenay-sous-Bois	Pierre-Marie ANGELONI	01.49.74.76.40	06.10.72.50.19	6 place de l'Ancienne Mairie	94125	Fontenay-sous-Bois
MAITRE D'ŒUVRE	ECA	Thierry Jaurena	01.47.06.00.50	06.03.24.96.59	50 QUAI DU BARRAGE	94340	JOINVILLE LE PONT
BUREAU DE CONTRÔLE	Qualiconsult			06 63 98 30 51	127/131 Chemin des Bassins Zone Europarc	94035	CRETEIL
COORDINATION SPS	QUARTET	Sory TOUNKARA	01-30-10-64-98	07-62-06-88-93	1 place de la Croix St-Jacques	95390	SAINT-PRIX
ENTREPRISES							
LOT 2 Déconstruction de matériaux amiantés							
LOT3 Gros-œuvre, maçonnerie ; Portiques ; Plâtrerie ; Carrelage ; Menuiserie ; Faux plafond							
LOT 4 Électricité courants forts ; courants faibles							
LOT 5 Plomberie-sanitaires							
LOT 6 Ventilation Chauffage							
LOT 7 Peintures ; Revêtement de sol							
LOT 8 Menuiseries aluminium ; métallique							

C- PRESENTATION DU PROJET

Sur la base des informations fournies par le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage :

Situation géographique :	Zone urbaine
Adresse	17 rue Jean MACE 94125 Fontenay-sous-Bois
Dénomination de l'opération	LOT2 CRECHE DES LARRIS
Nature de l'opération	Travaux concernant l'aménagement intérieur du bâtiment et de la cour intérieure
Destination	
ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement)	Non
Mode de consultation	Appel d'offres
Lots séparés / Entreprise générale/Groupement d'entreprise	Lot séparé
le type des marchés (publics ou privés).	Public

D - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Sur la base des informations fournies par le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage :

Catégorie de l'opération	2 ^{ème} catégorie (obligation de PGC et PPSPS)
Déclaration préalable	Oui
Permis de construire	
Permis de voirie, circulations, occupation du sol	A la charge de l'entreprise principale en cas de nécessité
Accords de principe obtenus par le Maître d'ouvrage	Aucun connu
Demande d'arrêté auprès de DDE - DDA Service Technique...(à préciser)	A la charge de l'entreprise principale
Autorisation de survol	A la charge de l'entreprise principale
Durée globale des travaux	6 mois
Période de préparation	
Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
Prévision d'effectifs moyen de pointe	6 10
Horaires de travail (samedi, la nuit ?)	De 8.00h à 17.00h. A préciser lors de la réunion de préparation L'entreprise devra se renseigner auprès de la Mairie des éventuels arrêtés pris pour limiter les horaires d'utilisation des engins bruyants.
Nature des intempéries donnant lieu à un arrêt de chantier	<p>Vent : * vitesse supérieure ou égale à 50 km/h (manutention de panneaux) * vitesse supérieure ou égale à 60 km/h (nacelles) * vitesse supérieure ou égale à 72 km/h (arrêt des grues)</p> <p>Pluie : * + 30mm d'eau en 24h pour travaux en extérieur</p> <p>gel : * 3°C pour travaux en extérieurs et intérieurs avant pré chauffage</p> <p>Neige : * neige continue de plus de 2 heures ou +5cm pour travaux en extérieur</p>

E - SUJETIONS LIEES AU SITE ET AVOISINANTS

Sur la base des informations fournies par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.



Accès	<ul style="list-style-type: none"> * L'accès du chantier se fera principalement depuis 17 rue Jean MACE * Chaque entreprise doit fournir au Maitre d'ouvrage une liste de son personnel intervenant sur le chantier. * Présence de bornes escamotables. L'entreprise doit faire une demande au maitre d'ouvrage pour l'accès des véhicules. Les véhicules doivent être adaptés à la voirie et l'emprise chantier. * L'identification du personnel des entreprises est obligatoire sur le chantier, les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour que cette consigne soit respectée scrupuleusement (badges, tenue de travail, affichage, sensibilisation du personnel...)
Aériens	<ul style="list-style-type: none"> * Pas de servitude aéronautique connue.
Nature du sol Constitution du sol	<ul style="list-style-type: none"> * Non connue. (Sans objet)
Réseaux	<ul style="list-style-type: none"> * Un repérage préalable des réseaux et circuits existants situés ou traversant la zone de travail sera réalisé. * La consignation préalable des réseaux sera réalisée préalablement au démarrage des travaux. * Un PV de consignation sera transmis par les entreprises au maître d'ouvrage et au coordonnateur, avant tout démarrage de travaux. * Le réseau de gaz devra être déconnecté par le maitre d'ouvrage avant toute intervention * L'entreprise principale devra fournir au coordonnateur les réponses des concessionnaires à la DICT.
Servitudes liées au site.	<ul style="list-style-type: none"> *- Résidence, Une partie du bâtiment est occupé. * les entreprises devront de prendre toutes les mesures nécessaires (information, signalisation...) pour assurer la sécurité des occupants, dans toutes les phases des travaux. * Dispositions spécifiques pour maîtriser les nuisances liées aux travaux (bruits, propreté et sécurité). * Les stockages devront être fait dans l'emprise chantier clôturée
Interférence de chantiers	- Aucun chantier présent lors de la visite préalable du site
Présence de matériaux contenant de l'amiante	<p>Le Pré-Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti (Rapport N° C24013102) établi le 17/03/2024 par ATERRA indique la présence d'amiante.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Un désamiantage sera réalisé par le LOT n° 02 déconstruction de matériaux amiantes avant le début d'intervention des autres corps d'état. * Un plan de retrait devra être établi par l'entreprise de désamiantage. * Le Maitre d'ouvrage devra fournir le diagnostic aux entreprises. * Les entreprises devront prendre connaissance des rapports. * Les entreprises devront s'assurer de l'absence d'amiante avant toute intervention. * En cas de découverte de produits dangereux pendant les travaux, l'entreprise intervenante devra suspendre immédiatement ses travaux et avertir le CSPS le MO et le MOE. * Toute intervention sur les produits ou matériaux contenant de l'amiante devra être conforme aux dispositions du Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix TEL : 01-30-10-64-90

Présence de matériaux contenant du plomb	<p>Rapport de repérage du plomb avant Travaux (Rapport N° C24013102) établi le 17/03/2024 par ATERRA indique la présence de plomb sur les revêtements diagnostiqués.</p> <ul style="list-style-type: none"> • RDC Présence de revêtements contenant du plomb dans des concentrations supérieures à 0,31 mg/cm² • Tuyaux plomb métal, naissances d'eaux pluviales en plomb métal (toiture terrasse). Concentrations (C) en plomb (en mg/cm²) 60 < C < 90 <p>L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires et mettra en place un mode opératoire et des mesures de protection des travailleurs sur le chantier afin de supprimer ou minimiser le risque d'exposition au plomb.</p> <p>Les résultats des mesures et leurs localisations ne sont pas présents sur le rapport. A mettre à jour.</p> <p>Transmettre le rapport de diagnostic plomb mis à jour avant travaux Le Maître d'ouvrage devra fournir le diagnostic aux entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les entreprises devront s'assurer de l'absence de plomb avant toute intervention. - Dispositions spécifiques au plomb (Articles R4412-156 à R4412-160 du code du travail)
Avoisinants	- Zone résidentielle, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions pour garantir et maîtriser les nuisances qui seront générées
Sécurité des occupants	* les site et le bâtiment est vide de toute occupation
Travaux bruyants	<p>Limitation des travaux bruyants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise devra se renseigner auprès de la Mairie et du chef d'établissement des éventuels arrêtés pris pour limiter les horaires d'utilisation des engins bruyants.
Permis feu	<ul style="list-style-type: none"> - Un permis feu devra être établi pour tous les travaux à point chaud - Les entreprises devront voir avec le Maître d'ouvrage pour la mise en place et l'établissement du permis feu
Stockage	- Les stockages devront être fait dans l'emprise chantier clôturée

F - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Coordonnées complètes et nom des correspondants (liste non exhaustive).

NOM		
Mairie - Services techniques Services de l'urbanisme	01 49 74 74 74	Hôtel de ville Esplanade Louis Bayeurte 94120 Fontenay-sous-Bois
Concessionnaires et services extérieurs		
Météo		www.interbat.com : site météo avec prévisions départementales à 7 jours et prévisions locales à 36 heures
Services d'urgence		
Police:	17	
Gendarmerie:		
SAMU:	15	
Pompiers:	18	
EDF – GDF urgences		
Hôpital:		
Organismes de sécurité		
O.P.P.B.T.P.:	01 46 09 27 00	25 Av. du Général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt
DRIEETS :	01 49 56 29 23	Immeuble le Pascal Hall B - Avenue du Général de Gaulle 94046 CRETEIL
C.R.A.M.:	01 44 65 75 55	5-7 rue Georges Enesco 94000 Créteil

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

DICT

Demandes d'arrêtés

Autorisations concessionnaires

3

LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

MESURES GENERALES A - DESIGNATION DE L'ENTREPRISE PRINCIPALE

- L'entreprise principale ici désignée est l'entreprise adjudicataire du **Lot 03 : Gros-œuvre, maçonnerie ; Portiques ; Plâtrerie ; Carrelage ; Menuiserie ; Faux plafond**
- Elle devra, à ce titre, mettre en place et préciser les mesures d'organisation générale définies ci-dessous.
- Elle aura à sa charge l'élaboration et l'actualisation du plan d'installation de chantier, sur la base du plan de principe d'installation annexé au D.C.E.
Celui-ci précisera tous les points mentionnés ci-dessous (dans les chapitres « mesures d'organisation générale ».
Pour cela, l'entreprise principale devra s'enquérir avec le coordonnateur, des besoins des différentes entreprises intervenantes.
- L'entreprise doit la fourniture, la mise en place et la maintenance des mesures d'organisation générale décrites ci-dessous, jusqu'à la fin des travaux T.C.E.
- Les entreprises adjudicataires des autres lots définis dans le CCTP auront à leur charge certaines mesures spécifiques d'organisation générale. Le nom du lot sera précisé pour chacune d'entre elle. L'entreprise adjudicataire du marché correspondant à ce lot devra la mettre en œuvre pendant la durée du chantier et la préciser (moyens en homme et matériel) dans son PPSPS.

MESURES GENERALES B - DEPENSES COMMUNES ET MISE EN COMMUN DE MOYENS

- Les mesures d'organisation générale décrites ci-dessous sont réparties et affectées aux entreprises adjudicataires des lots décrits au CCTP.
- Les entreprises ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputés à une ou plusieurs autres entreprises, même si celles-ci sont co-traitantes ou sous-traitantes.
- De même, elles ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputés à une ou plusieurs autres entreprises, même si ce matériel est loué, sauf si la dépense commune est prévue dans le compte prorata.
- Les dépenses de consommables tels que électricité, téléphone ou eau feront l'objet d'un compte prorata.
- Les moyens correspondant à la mise en œuvre des mesures d'organisation générales seront mis à la disposition des entreprises dont la liste est précisée à chaque chapitre.
- La mise en commun des moyens devra faire l'objet d'une réception par chaque entreprise utilisatrice et d'un Procès - Verbal signé par les parties.
- Les entreprises ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputées aux entreprises utilisatrices sauf si celles-ci accusent un retard quantifié et reconnu dans l'exécution des travaux qui leur sont spécifiques.
- Les entreprises devront, au fur et mesure de l'avancement du chantier, adapter les moyens correspondant à la mise en œuvre des mesures d'organisation générales. Seule une modification significative du projet en cours de son exécution et entraînant une modification des moyens pourra faire l'objet d'une demande de devis auprès du Maître d'ouvrage.
- Toute modification des moyens devra avoir reçu l'accord préalable des entreprises utilisatrices et du coordonnateur

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois	
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES C - DOCUMENTS / TRANSMISSION

	A LA CHARGE DE
DECLARATION PREALABLE	
* Affichage sur le chantier de la déclaration préalable, et son maintien pendant la durée du chantier.	ENTREPRISE PRINCIPALE
DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE	
* Chaque entreprise fournira : - Le tableau des documents constituant le D.O.E. , joint en annexe au présent document et renseigné - La liste des produits posés avec leur référence et l'adresse des fournisseurs en remplissant la fiche jointe en annexe du présent document - Les recommandations du fabricant concernant l'entretien * Ces documents seront fournis en trois exemplaires, dans les 15 jours qui suivent sa demande ou au plus tard 15 jours après la réception des ouvrages.	CHAQUE ENTREPRISE
REGISTRE JOURNAL	
* Les entrepreneurs doivent tenir compte des indications notées dans le Registre Journal qu'ils doivent parapher lorsqu'elles les concernent. Les réponses éventuelles seront intégrées au Registre Journal.	CHAQUE ENTREPRISE
* Chaque entreprise, y compris sous-traitante, doit avoir en permanence sur le chantier, une personne habilitée par elle à viser le Registre Journal.	CHAQUE ENTREPRISE
* Le coordonnateur adresse aux entrepreneurs une copie des comptes-rendus du Registre Journal qui les concernent.	
* L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire du Registre Journal et sa présentation à toute demande de l'inspection du travail, de la CRAM ou de l'OPPBTP..	ENTREPRISE PRINCIPALE
PLAN GENERAL DE COORDINATION	
* L'entreprise qui intervient sur un chantier soumis à un PGC doit le transmettre à ses sous-traitants et lui ajouter, si nécessaire, un document précisant les mesures générales d'organisation qu'elle a arrêté pour ses travaux. Cette mesure s'applique aussi aux PGC actualisés.	CHAQUE ENTREPRISE
* Tout sous-traitant devra tenir compte, dans son PPSPS, des informations fournies et notamment celles contenues dans le présent document.	CHAQUE ENTREPRISE
* L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire du PGC actualisé et sa présentation à toute demande de l'inspection du travail.	ENTREPRISE PRINCIPALE
INSPECTIONS COMMUNES	
* L'entreprise qui intervient sur un chantier soumis à un PGC doit organiser son inspection commune 30 jours au minimum avant le démarrage des travaux	CHAQUE ENTREPRISE
* L'inspection commune est réalisée avec le représentant de l'entreprise ayant pouvoir d'agir en total autonomie sur le chantier	
* L'entreprise qui intervient sur un chantier et qui sous traite ses travaux doit organiser l'inspection commune de son sous-traitant	
* Elle doit par ailleurs accompagner son sous-traitant lors de l'inspection commune	

A LA CHARGE DE	
PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	
Entreprises concernées * Toutes les entreprises, y compris sous-traitantes, ont l'obligation d'établir un PPSPS et de le transmettre au coordonnateur dans un délai de 30 jours (ramené à 8 jours pour les sous-traitants des lots secondaires), à compter de la réception de la notification de leur marché et au plus tard 15 jours avant toute intervention sur le chantier.	CHAQUE ENTREPRISE
Elaboration du PPSPS * Chaque entreprise, y compris sous-traitante doit effectuer avec le coordonnateur une inspection commune, préalablement à l'établissement de son PPSPS. * L'entreprise doit établir son PPSPS : <ul style="list-style-type: none"> - en répondant aux prescriptions définies par la loi n° 93-1418 et le décret n°934-1159 du 26/12/94. - en respectant les prescriptions du présent PGC. - en mentionnant les renseignements généraux concernant l'organisation de l'entreprise vis-à-vis de la sécurité du chantier. * Le PPSPS n'est pas un document standard, mais doit prendre en compte les mesures de sécurité et de protection de la santé propres au chantier concerné et aux tâches à exécuter. * Le PPSPS devra entre autres comporter la mention explicite du devoir de tous les personnels d'apporter leur concours à l'amélioration de leur propre sécurité et de leurs conditions de travail. * Le PPSPS devra être rédigé dès sa première diffusion pour toute la durée du chantier. Il ne pourra être adapté ou compléter que pour les raisons suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - modification dans l'organisation des tâches faisant l'objet d'un recalage du planning d'exécution - modification de la méthodologie dans la mise en œuvre d'une partie spécifique de l'ouvrage 	CHAQUE ENTREPRISE
Diffusion du PPSPS * Chaque entreprise doit adresser son PPSPS au médecin du travail qui doit y apposer son visa. * Les PPSPS seront transmis en 2 exemplaires au coordonnateur, à l'exception des PPSPS du lot gros œuvre ou d'un lot exécutant des travaux comportant des risques particuliers, qui seront transmis au coordonnateur en autant d'exemplaires supplémentaires que de lots définis au dossier d'appel d'offres. * Les PPSPS du lot gros œuvre et du lot désamiantage doivent être adressé par l'entrepreneur à l'Inspecteur du Travail, à l'OPPBT et à la CRAM en y joignant le cas échéant les avis du médecin du Travail et des délégués du personnel (ou du CHSCT). * Chaque entreprise y compris sous-traitante doit laisser sur le chantier un exemplaire à jour de son PPSPS. * L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire de chaque PPSPS.	CHAQUE ENTREPRISE

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE DE
Evolution des PPSPS * Les PPSPS doivent évoluer et être modifiés : <ul style="list-style-type: none"> - sur l'initiative des personnels du chantier confrontés à une situation nouvelle. - sur demande du coordonnateur ou d'un organisme de contrôle de la sécurité, dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS. * Deux semaines avant l'exécution de toute tâche non décrite dans le PPSPS d'origine, les entreprises devront informer le coordonnateur sous forme d'avenant complétant leur PPSPS.	CHAQUE ENTREPRISE
Sous-traitants	
* Toute entreprise qui sous-traite une partie de ses travaux doit transmettre les coordonnées de tous ses sous-traitants (y compris travailleurs indépendants) au coordonnateur, dès agrément de ceux-ci par le maître d'ouvrage. * Voir aussi chapitre « modalités de coopération entre les entrepreneurs »	CHAQUE ENTREPRISE
Visiteurs	
<ul style="list-style-type: none"> - Est défini comme étant visiteurs, un ou plusieurs représentant d'une entreprise n'intervenant directement ou indirectement pas dans l'acte de construire - Le géomètre, le raboteur sont considérés comme intervenants dans l'acte de construire - L'entreprise procédant à un relevé en vue de l'établissement d'un devis n'est pas intervenant dans l'acte de construire - Tout visiteur désirant entrer sur le chantier devra être accompagné par un représentant de l'entreprise qui l'a invité EPI <ul style="list-style-type: none"> - Il sera prévu des équipements individuels de protection destinés aux visiteurs étiquetés « visiteur » (bottes, casques, lunettes, vêtements de pluie...) CONTROLE DES ACCES <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cas ou le chantier serait soumis à la délivrance d'un laissez passer, l'entreprise qui invite devra faire au préalable les demandes et fournir les informations nécessaires à l'entreprise qui gère les accès REGLEMENT INTERIEUR DU CHANTIER <ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise devra définir lors de la phase de préparation, les conditions d'accès au chantier et rédiger un document précisant les points suivants (liste non exhaustive) Délivrance de badge, émargement sur une liste Délai de prévenance Nombre maximum de personnes admises simultanément Briefing sécurité Parcours imposé.... 	CHAQUE ENTREPRISE
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	
* Un plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise sur la base du schéma de principe annexé au D.C.E.. Il sera soumis à l'accord du maître d'oeuvre, du maître d'ouvrage et du coordonnateur. * Ce plan devra indiquer : <ul style="list-style-type: none"> - les accès véhicules et les accès personnels 	

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

<ul style="list-style-type: none"> - les aires de stationnement pour les engins et véhicules du chantier - les aires de stockage (matériels, matériaux, produits dangereux, gravois...). - les aires d'approvisionnement et de reprise - les clôtures en indiquant leur nature - les passages piétons protégés - les implantations des moyens de levage - l'implantation des cantonnements et locaux de chantier, en précisant leur capacité et leur destination. <p>* En cas de modification de l'installation en cours de chantier, le plan devra être actualisé et recevoir un nouvel accord.</p>	ENTREPRISE PRINCIPALE
D.I.C.T. - Autorisations	
* Une copie des demandes sera adressée au Coordonnateur ainsi que les réponses faites par les administrations concernées et les concessionnaires.	CHAQUE ENTREPRISE
TRAVAILLEURS DETACHES	
<p>En application des articles L1262-4-5 et D1263-21 du Code du Travail, toute entreprise que emploie des salariés détachés devra porter à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage sur les lieux de travail, les informations sur la réglementation qui leur est applicable en application de l'article L. 1262-4.</p> <p>L'affiche est facilement accessible et traduite dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés.</p> <p>L'affiche mentionnée à l'article L. 1262-4-5 présente les informations sur la réglementation française de droit du travail applicable aux salariés détachés en France en matière de durée du travail, de salaire minimum, d'hébergement, de prévention des chutes de hauteur, d'équipements individuels obligatoires et d'existence d'un droit de retrait. L'affiche précise les modalités selon lesquelles le salarié peut faire valoir ses droits.</p> <p>Ces informations, traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier, sont affichées dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 et sont tenues dans un bon état de lisibilité</p> <p>.</p>	CHAQUE ENTREPRISE
QUALIFICATION AIPR	
<p>L'AIPR ou Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux est une nouvelle étape de la réforme anti-endommagement des réseaux.</p> <p>* Elle conduit à une obligation de compétences pour les personnels intervenant en préparation et en exécution des travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, dont la formation se révèle être un facteur clé de réduction des risques de dommages.</p> <p>* Les compétences ainsi acquises se traduisent par une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par l'employeur à son salarié</p> <p>DATE DE DEBUT D'OBLIGATION</p> <p>* L'AIPR est obligatoire à compter du 1er janvier 2018.</p> <p>DUREE VALIDITE</p> <p>* Dans la plupart des cas, l'autorisation délivrée est valable 5 ans, qu'elle se réfère à une attestation de compétence après examen QCM ou tout autre diplôme/certificat de qualification professionnelle.</p>	CHAQUE ENTREPRISE

PLAN GENERAL DE COORDINATION			PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90	

<p>* Si elle se réfère à un CACES cependant, sa limite de validité ne peut dépasser celle du CACES.</p> <p>PERSONNES DEVANT ETRE FORMEES</p> <p>* Côté employeurs, sont concernés les maîtres d'ouvrage publics et privés de travaux, leurs partenaires en maîtrise d'œuvre et les entreprises de travaux amenées à intervenir à proximité des réseaux.</p> <p>* Côté personnels, trois catégories de personnels sont concernés par la détention de l'AIPR:</p> <p>* Les concepteurs : il s'agit des salariés du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre intervenant en préparation ou suivi des projets de travaux. Pour chaque projet de travaux, à minima un salarié du maître d'ouvrage ou de l'organisme intervenant pour son compte, doit détenir une AIPR « concepteur ». Idem pour les prestataires en localisation des réseaux ou en récolement de réseaux neufs voulant être certifiés.</p> <p>* les encadrants : il s'agit des salariés de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux (chef de chantier, conducteur de travaux). Pour tout chantier de travaux, à minima un salarié de l'exécutant de travaux doit détenir une AIPR « encadrant ».</p> <p>* Les opérateurs : il s'agit des salariés intervenant directement à proximité des réseaux aériens ou enterrés, en tant qu'opérateur d'engin ou dans le cadre de travaux urgents. Sur tout chantier de travaux, l'ensemble des opérateurs d'engin doivent détenir une AIPR « opérateur ». Sur tout chantier de travaux urgents, l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doivent détenir une AIPR « opérateur ». Nota: uniquement pour les travaux urgents, il est admis jusqu'au 1er janvier 2019, qu'un seul salarié soit détenteur de l'AIPR sur le chantier. Au-delà de cette date, tous les salariés opérant sur le chantier doivent pouvoir fournir la preuve de leur compétence.</p> <p>DOCUMENTS FOURNIR AVEC LE PPSPS</p> <p>* l'attestation de compétence est délivrée par le centre d'examen en cas de réussite du salarié au QCM officiel. Sur la base de cette attestation, l'employeur est en mesure de délivrer à son salarié une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux dont le délai de validité ne pourra dépasser celui de l'attestation de compétences.</p> <p>* <u>L'entreprise devra fournir en annexe de son PPSPS les attestations précisant cette autorisation</u></p>	
--	--

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES D - PLANNING PREVISIONNEL T.C.E.

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
* Pendant la période de préparation, un planning d'exécution détaillé TCE sera établi au plus et dans tous les cas au moins 15 jours avant le démarrage effectif des travaux, afin d'évaluer les risques potentiels liés à la co-activité simultanée ou/et successive entre les intervenants.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* Sur la base du planning prévisionnel établi par le maître d'oeuvre, les entreprises devront établir leur planning d'exécution de façon à proscrire toute superposition de tâches.	T.C.E.			
* Le planning sera transmis au coordonnateur en deux exemplaires pour avis.				
* Toutes les entreprises devront fournir à l'entreprise principale et au Maître d'Oeuvre les informations demandées				
Durée				
* La durée d'intervention de chaque entreprise y sera mentionnée avec une date de début et une date de fin.	T.C.E.			
Effectifs				
* Dès attribution de son marché, chaque entreprise doit fournir au coordonnateur et à l'entreprise principale un détail de ses effectifs, mois par mois, afin de pouvoir gérer au mieux les besoins en cantonnements.	T.C.E.	T.C.E.		
Approvisionnements				
* L'entreprise collectera auprès de tous les corps d'état les informations nécessaires, en fonction du planning d'exécution, et établira un planning des approvisionnements afin de pouvoir gérer les aires de stockage, les circulations et arrêts des véhicules (et de prévoir des zones tampons si nécessaire) en fonction des contraintes du site.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* En cas de mise en commun, un planning d'utilisation des moyens de levage (avec précision des ordres de priorité, des horaires réservés au gros-oeuvre ou aux corps d'états secondaires) sera établi et tenu à jour.				
Décalage de planning				
* Toute modification de planning sera communiquée au coordonnateur.	ENT PRINCIPALE			
* En cas de décalage de planning supérieur à deux semaines entraînant des modifications dans la co-activité des entreprises, une réunion avec tous les intervenants concernés sera organisée par le coordonnateur.				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES E - ACCES ET CIRCULATIONS

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Contrôle des accès				
* Il est demandé à chaque entreprise que son personnel porte un signe distinctif (badge) permettant une identification immédiate sur le chantier.	T.C.E.			
* Une liste du personnel intervenant doit être remise par chaque entreprise au responsable du maître d'ouvrage sur site au plus tard 48 heures avant intervention et avant chaque modification.	T.C.E.		M. OUVRAGE	
* Toute entreprise et /ou travailleur indépendant devra avoir au minimum un responsable présent en permanence sur le chantier pendant son intervention parlant et comprenant le français.	T.C.E.			
* Le chantier est strictement interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou autorisée par le Maître d'Ouvrage.	T.C.E.		ENT PRINCIPALE	
* Toute entreprise et/ou travailleur indépendant qui n'a pas remis préalablement son P.P.S.P.S. ne pourra pas accéder au chantier.	T.C.E.			
* Chaque entreprise, par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.				
* Toute personne extérieure au chantier ne pourra y accéder sans l'autorisation expresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Oeuvre. Elle le fera sous la responsabilité entière et totale de celui-ci. Elle devra pouvoir être équipée sur le chantier par l'entreprise principale de chaussures de sécurité et d'un casque.	T.C.E.		M. OEUVRE	
	ENT PRINCIPALE			
Gardiennage				
* Au cas où des mesures de gardiennage seraient décidées par les entreprises, le coordonnateur devra être informé des modalités.				
Accès				
* Les accès des personnels et des matériels seront distincts	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
* L'accès aux cantonnements se fera depuis 17 rue Jean Macé				
* L'accès principal du chantier se fera depuis 17 rue Jean Macé				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Voies de circulation				
Approvisionnements				
* Toutes les entreprises devront prévoir des approvisionnements avec des véhicules de taille adaptée aux circulations et aux capacités de stockage du chantier.	T.C.E.	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* Les charges transportées seront bloquées (ridelles, cales, sangles, cerclages...) lors du transport du matériel et des matériaux	T.C.E.	T.C.E.		
* Les véhicules seront équipés des moyens de manutention adaptés aux charges à manutentionner	T.C.E.	T.C.E.		
* Le déchargement et le chargement seront uniquement réalisés dans les aires prévues à cet effet	T.C.E.	T.C.E.		
* Toutes les entreprises devront fournir à leurs fournisseurs le plan d'accès, les consignes de sécurité et les contraintes liées au site.	T.C.E.	T.C.E.		
Manoeuvres				
* prévoir un chef de manoeuvre connaissant les gestes conventionnels de guidage.	TC.E.	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* prévoir une personne pour avertir les travailleurs survenant dans la zone de manoeuvre.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
* prévoir une ou deux personnes, le cas échéant, pour diriger voire interrompre momentanément la circulation des piétons ou des véhicules lors des manoeuvres d'entrée ou de sortie du chantier.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Parking				
* Les entreprises devront gérer leurs approvisionnements, pour qu'aucun camion ne stationne en dehors de l'emprise du chantier ou des stationnements autorisés (risque d'accident de la circulation).	T.C.E.		ENT PRINCIPALE	
Nettoyage				
* Le nettoyage de la voie publique et des circulations intérieures au chantier devra être réalisé hebdomadairement et sur demande de la mairie ou du Maître d'Ouvrage ou du Coordonnateur	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES F - CLOTURE DE CHANTIER / BALISAGES

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Clôtures				
* L'entreprise principale a à sa charge toutes les clôtures nécessaires à la protection du chantier (protection des zones de travail en extérieur, balisage des circulations, consignation de zones)	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Le chantier devra être clôturé sur tout son périmètre.				
* L'entreprise sera responsable de l'entretien des clôtures jusqu'à la fin du chantier	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
* Les demandes d'autorisation de palissade, la pose des clôtures du chantier, leur entretien pendant toute la durée du chantier et leur dépose sont à la charge de l'entreprise principale.				
* L'entreprise prévoira aussi des barrières mobiles (type voie publique) pour consigner les zones à risques ponctuelles sur les espaces extérieurs (approvisionnements, manoeuvres d'engins, levage...)				
* En cas de dévoiement de la circulation piétonne, un passage piéton, balisé et éclairé sera aménagé. Les passages piétons seront couverts d'une protection lourde dans les zones à risques.				
* Pour les travaux dans les niveaux occupés, des clôtures pleines en bois sur ossature seront mises en place, équipées d'un panneau « chantier interdit au public »	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
* Les clôtures devront être installées pendant la période de préparation et rester en place jusqu'à la fin des travaux.				
Portail(s)				
* Des portails distincts sont prévus pour les piétons et les engins.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
* Ils doivent pouvoir être manoeuvrés par une personne seule.				
* Prévoir un système de blocage en position ouverte.				
* Ils doivent être entretenus pour assurer leur bon fonctionnement pendant toute la durée du chantier.				
* Tous les accès au chantier seront fermés chaque soir et munis de cadenas et de chaînes.				
Signalétique				
* Des panneaux depuis la rue seront mis en place pour indiquer l'entrée du chantier	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* Des panneaux « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire » seront installés à chaque entrée du chantier.				
* Des panneaux indiquant respectivement « accès des véhicules », « accès piétons interdit » et « accès du personnel » seront placés de façon visible au droit des accès.				
* Des panneaux « attention sortie de camions » seront installés à la sortie du chantier.				

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90	

MESURES GENERALES G - CANTONNEMENTS

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<p>* Les cantonnements seront installés pendant la période de préparation dans une zone matérialisée sur le PIC</p> <p>* La capacité des cantonnements doit permettre d'accueillir l'effectif de pointe T.C.E. du chantier.</p> <p>* La CRAMIF recommande des couloirs intérieurs pour reliés les divers locaux du cantonnement et une ventilation mécanique des locaux.</p> <p>* Tous les locaux seront mis à la terre.</p> <p>* Les déménagements éventuels ou les modifications nécessitées par bon avancement des travaux seront soumis préalablement à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
	ENT PRINCIPALE			
Implantation				
<p>* Les cantonnements seront installés Les installations de chantier seront réalisées à l'intérieur du bâtiment dans les locaux existants (zone PMI ou logement au R+1)</p> <p>* l'implantation de la base vie dans l'existant devra respecter le code du travail.</p> <p>* Les conditions de confort, d'hygiène et de sécurité devront être respectées</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.		
Vestiaires				
<p>* Ils seront aérés, éclairés, chauffés en saison froide.</p> <p>* Ils seront équipés d'armoires métalliques à double compartiment avec serrures ou cadenas, en nombre suffisant pour l'effectif de pointe, et de patères en vis-à-vis et de bancs.</p> <p>* Prévoir 1,25 m² de surface minimum par personne.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Réfectoire				
<p>* Il sera aéré, éclairé, chauffé en saison froide.</p> <p>* Il sera meublé de sièges et tables avec revêtement lavable en nombre suffisant.</p> <p>* Il sera équipé de chauffe gamelles ou plaques chauffantes, d'un garde-manger, d'un évier avec eau chaude et froide et d'un réfrigérateur.</p> <p>* Prévoir 1,5 m² par personne minimum.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Eau potable				
<p>* Prévoir 3 litres pour la boisson au moins par jour et par travailleur.</p> <p>* Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10</p> <p>* Eau pour la toilette en quantité suffisante et potable.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Sanitaires				
* Sanitaires prévus pour l'effectif de chantier TCE (en tenant compte de l'évolution des <u>effectifs de pointe</u>) * Un lavabo pour 10 personnes au plus avec eau potable et température réglable travailleurs (la CRAMIF recommande 1 pou 5 personnes). * Un cabinet et un urinoir pour 20. * Chauffage, éclairage et aération (de préférence mécanique). * Papier hygiénique. * Un cabinet au moins avec poste d'eau.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Douches				
* Prévoir une douche pour 20 personnes avec eau à température réglable en quantité suffisante. * Ballon 300 litres minimum * Cabine de déshabillage attenante avec patère (minimum 1 m x 0,80 m) * Chauffage spécifique	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Bureau de chantier				
* Il sera équipé d'une table, de chaises, d'un téléphone et au minimum d'une armoire destinée à abriter, entre autre, les documents de la coordination SPS (PGC, PPSPS, RJ) * Le coordonnateur donnera son avis sur les déménagements éventuels nécessités pour un bon avancement des travaux.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Salle de réunion				
* L'entreprise devra prévoir une salle de réunion d'une capacité minimum de 10 personnes équipée de tables et de chaises en nombre suffisant pour accueillir les réunions de chantier, de coordination SPS, de pilotage.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Téléphone				
* Il sera installé et maintenu en service, libre d'accès aux numéros d'urgence, jusqu'à la fin des travaux.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Affichage				
* Un tableau d'affichage sera installé près du téléphone, de dimensions suffisantes pour y afficher le plan d'installation de chantier, les numéros d'urgence et les consignes de sécurité.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Entretien				
* Tous les locaux affectés au personnel doivent être nettoyés au moins une fois par jour. * L'entreprise responsable veillera à ce que les locaux sanitaires soient pourvus de savon et de papier hygiénique en permanence.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES H - FLUIDES

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Demandes de raccordements				
* Les demandes de raccordement pour les travaux sont à la charge de l'entreprise et doivent être faites au début de la période de préparation, les travaux ne pouvant commencer que lorsque le chantier sera raccordé en eau, électricité, téléphone et égout	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* Les raccordements aux réseaux du cantonnement et des équipements extérieurs (monte-charges, treuils...) seront réalisés sur les réseaux publics.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Pour les travaux en étage, des sous comptages seront mis en place depuis les arrivées générales de l'immeuble pour : - l'électricité - l'eau.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Eau - Assainissement				
Construction :				
* L'entreprise doit le branchement en eau du bloc sanitaire, l'alimentation du réseau intérieur des bâtiments. un point de puisage au moins devra être mis à la disposition des entreprises à proximité des zones de travail.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Le cantonnement sera raccordé à l'égout.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Téléphonie				
* Une ligne téléphonique ou un téléphone devra être mis en place dans le cantonnement	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Ce téléphone devra rester en permanence accessible à toute personne travaillant sur le chantier				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Installations électriques				
<ul style="list-style-type: none"> * Un plan d'installation électrique de chantier sera établi. * Les installations électriques seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail * Le procès-verbal de conformité devra être transmis au coordonnateur pour être annexé au registre journal. * Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à la disposition sur le chantier. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<ul style="list-style-type: none"> * Seules les personnes habilitées conformément à la norme C18-UTE 510, seront autorisées à pénétrer dans des zones à risque électrique (compris l'intérieur des armoires électriques), à installer, réparer et transformer des installations électriques. Une copie de ces habilitations sera fournie au coordonnateur. 	T.C.E.		T.C.E.	
<ul style="list-style-type: none"> * Aucun branchement direct les parties communes ne sera autorisé. 	T.C.E.		ENT PRINCIPALE	
<ul style="list-style-type: none"> * Les câbles d'alimentation nécessaires aux différents outils électriques seront placés de manière à n'offrir aucun risque vis-à-vis des circulations, accès des personnes comme des manutentions de charges. 	T.C.E.		T.C.E.	
<ul style="list-style-type: none"> * L'outillage électrique portatif sera relié aux prises des armoires de distribution par un prolongateur à double isolation de longueur suffisante, sans autre raccordement intermédiaire entre l'outil et l'armoire. 	T.C.E.		T.C.E.	
<ul style="list-style-type: none"> * Emploi d'outils électriques de classe II avec prise de classe IP44 au Minimum 	T.C.E.		T.C.E.	
Armoire principale				
<ul style="list-style-type: none"> * Elle sera placée à l'entrée du cantonnement, munie des dispositifs de coupure réglementaires, d'une protection 30mA, d'un arrêt d'urgence et cadenassée. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<ul style="list-style-type: none"> * Les câblages de raccordement entre l'armoire principale et les armoires de distribution devront être fourreautés 				
Armoires de distribution				
<ul style="list-style-type: none"> * Une armoire sera mise en place à chaque étage faisant l'objet de travaux, et autant de coffrets de chantier que nécessaire pour ne jamais avoir plus de 25 ml entre l'armoire la plus proche et la zone de travail la plus éloignée. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<ul style="list-style-type: none"> * Chaque armoire sera posée sur un support auto - stable 				
<ul style="list-style-type: none"> * Elles devront être munies d'une protection minimale 30mA et des prises de type IP 44. 				
Câblage				
<ul style="list-style-type: none"> * Le câblage ne devra jamais être aérien au droit des zones de manutention du matériel. 	TC.E.	T.C.E.	T.C.E.	T.C.E.
<ul style="list-style-type: none"> * Le câblage ne devra, en aucun cas gêner les zones de circulation. 				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR																
Eclairage																				
<div><div>* Un éclairage sera mis en place pour :<ul style="list-style-type: none">- les zones de stockage, les aires de circulation couvertes et ouvertes, les sanitaires- les cantonnements- l'ensemble des sous-sols, les surfaces de travail d'une surface supérieure à 20 m² (éclairage de base)</div><div>* Le niveau d'éclairement minimum devra être conforme au Code du Travail, à savoir :<table><tr><th>LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES</th><th>VALEUR MINIMUM D'ECLAIREMENT</th></tr><tr><td>Voie de circulation interne</td><td>40 lux</td></tr><tr><td>Escaliers et entrepôts</td><td>60 lux</td></tr><tr><td>Locaux de travail, vestiaires et sanitaires</td><td>120 lux</td></tr><tr><td>Locaux aveugles affectés à un travail permanent</td><td>200 lux</td></tr><tr><td>ESPACES EXTERIEURS</td><td></td></tr><tr><td>Zones et voies de circulation externe</td><td>10 lux</td></tr><tr><td>Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent</td><td>40 lux</td></tr></table></div></div>	LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES	VALEUR MINIMUM D'ECLAIREMENT	Voie de circulation interne	40 lux	Escaliers et entrepôts	60 lux	Locaux de travail, vestiaires et sanitaires	120 lux	Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux	ESPACES EXTERIEURS		Zones et voies de circulation externe	10 lux	Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent	40 lux	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES	VALEUR MINIMUM D'ECLAIREMENT																			
Voie de circulation interne	40 lux																			
Escaliers et entrepôts	60 lux																			
Locaux de travail, vestiaires et sanitaires	120 lux																			
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux																			
ESPACES EXTERIEURS																				
Zones et voies de circulation externe	10 lux																			
Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent	40 lux																			
<div>* L'éclairage des petites zones aveugles devra être assuré par toute entreprise intervenante dans celle - ci.</div>	T.C.E.	T.C.E.	T.C.E.	T.C.E.																
Eclairage de sécurité																				
<div>* Cet éclairage devra être conforme aux recommandations de la fiche de sécurité G1 F02 89 publiée par l'OPPBTP.</div> <div>* Les blocs de sécurité existant seront maintenus en fonctionnement pendant la durée du chantier</div>	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE																

MESURES GENERALES I - ELEVATION DU PERSONNEL

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Echelles				
* L'utilisation d'échelles doit être restreinte au minimum inévitable. * Elles devront être fixées en pieds et en tête et dépasser de 1 m du plancher supérieur. * Le travail sur échelle ou leur utilisation pour l'approvisionnement ne seront admis en aucun cas.				
Echafaudages				
* Pour l'accès aux zones de travail en façade, les échafaudages doivent être munis d'échelles intérieures et de trappes à chaque niveau. * l'entreprise de ravalement mettra en place un échafaudage conforme et sécurisé pour ses travaux et mettra en place une convention de mise à disposition aux autres lots	ENT DE RAVALEMENT	T.C.E.	ENT DE RAVALEMENT	
Nacelles				
* Les conducteurs de nacelles devront posséder un CACES délivré par un organisme de formation agréé.	ENT CONCERNEE			

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90	

MESURES GENERALES J - MANUTENTION ET LEVAGE DU MATERIEL

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Manutentions manuelles				
<ul style="list-style-type: none"> * Il est rappelé que la manutention manuelle du matériel est limitée à 55 Kg par personne. * Il est demandé de restreindre toute manutention manuelle au minimum. * Chaque entreprise devra fournir les équipements mécaniques adaptés au matériel à transporter pour éviter le recours à la manutention manuelle et en cas d'impossibilité, prendre les mesures d'organisation et mettre à disposition des travailleurs les moyens adaptés pour limiter l'effort physique et réduire le risque .(R 4541-3 et R 4541-4). En particulier, pour la manutention horizontale des matériels jusqu'à pied d'œuvre, les entreprises fourniront des matériels d'aide à la manutention, de type transpalette , diable ou autre, à préciser dans le PPSPS. * Chaque entreprise devra informer et former son personnel aux gestes de posture adaptés aux charges à transporter. 	TCE			
Contrôle technique				
<ul style="list-style-type: none"> * Tout moyen de levage pénétrant sur le chantier, devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires, et un examen d'adéquation avant toute utilisation. * L'entreprise devra tenir à jour un registre de l'ensemble du matériel (cf. « documents/transmission »), mentionnant la validité de ces contrôles et présentés au coordonnateur. * La remise en service d'un équipement de travail après une opération de maintenance ayant nécessité le démontage des dispositifs de protection doit être précédée d'un essai permettant de vérifier que ces dispositifs sont en place et fonctionnent correctement. 	ENTREPRISE CONCERNEE			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Monte-matériaux				
<ul style="list-style-type: none"> * Afin de minimiser les manutentions manuelles, l’approvisionnement des étages sera réalisé à l’aide de monte matériaux à plate-forme accessible, munis de tous les dispositifs de sécurité imposés par la norme EN12158-1 ; en particulier une clôture de 2m en partie basse avec porte asservie à la présence de la plate-forme, des portillons asservis électriquement à la présence de la plate-forme à chaque niveau desservi. * Si le monte matériaux est installé sur la voie publique, il sera en liaison avec la tour d’accès et un échafaudage tubulaire pour desservir les façades. Les demandes d’autorisation et de neutralisation du stationnement seront à la charge de l’entreprise installatrice. Un passage couvert éclairé doit être installé sur le trottoir. * Pour les monte-matériaux installés dans les cours, leur implantation soumise à l’accord du maître d’ouvrage et du coordonnateur SPS. * Les responsables de chantier de chaque entreprise devront être présents à la réception de l’appareil pour suivre une formation au maniement de l’appareil, dispensée par l’installateur. Dans le cas contraire, la présence d’un liftier sera imposé aux entreprises. 	ENT PRINCIPALE	TCE	ENT PRINCIPALE	
Grues mobiles				
<ul style="list-style-type: none"> * L’entreprise qui met en place une grue mobile pour lever des matériaux encombrants doit préciser dans son PPSPS (ou par avenant au PPSPS) les moyens de prévention liées aux opérations d’élingage, de levage... * L’entreprise qui met en place une grue mobile a la charge des démarches auprès des services concernés (Voirie, Préfecture...), de la vérification de la portance du sol et de la stabilisation de l’équipement mobile. * Pour éviter les risques de surcharge, les grues mobiles devront être équipées de dispositifs s’opposant automatiquement à la surcharge (avec signal avertisseur, coupure des mouvements dangereux, commutation automatique des programmes, prise en compte automatique des dévers de l’appareil) ; elles devront être choisies pour que les charges les plus importantes à lever soient de 25 à 30% inférieures à la charge maximale d’utilisation. * Pour empêcher la retombée des charges, elles devront être équipées de limiteurs de vitesse. * Un anémomètre avec indicateur de vitesse (en Km/h) et alarmes, doit être installé à proximité de chaque appareil. * La zone de levage devra être balisée en périphérie. * Les voies de circulation empruntées par les équipements mobiles doivent avoir un gabarit suffisant et présenter un profil permettant leur déplacement sans risque, et doivent être maintenues libres de tout obstacle. 	ENTREPRISE CONCERNEE			
Fixation sur l’ouvrage des moyens de levage et des stabilisateurs d’échafaudages				
<ul style="list-style-type: none"> * Les entreprises concernées devront communiquer au maître d’œuvre, au BET structures et au coordonnateur SPS tous les projets d’installation d’échafaudage ou de treuil en façade (mode de fixation, charges, efforts exercés) pour accord préalable. 	ENTREPRISE CONCERNEE			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Treuil				
<ul style="list-style-type: none"> * Tout treuil sera équipé d'un limiteur, de vitesse, d'un limiteur de charge et d'un limiteur de moment si celui-ci a une portée variable. * La charge maximale sera affichée lisiblement sur l'appareil et en pied de façade (zone de chargement). * Toute fixation aux acrotères est à proscrire. * La zone de chargement et déchargement du treuil sera balisée en périphérie (ex : rubalise) * Chaque entreprise utilisatrice du treuil le fera sous sa pleine et entière responsabilité. * Son entretien restera à la charge de l'entreprise qui l'a installé. 	ENTREPRISE CONCERNEE ENTREPRISE CONCERNEE	TCE TCE	ENT PRINCIPALE	ENTREPRISE CONCERNEE
Chariots				
<ul style="list-style-type: none"> * Chaque entreprise devra prévoir des chariots en nombre et de nature adaptée à la nature des matériaux à transportés. * Les vitrages seront tous amenés et stockés sur des chariots munis de sangles 	T.C.E.			
Travaux de soudure				
<ul style="list-style-type: none"> * Un permis feu devra être établi pour tous les travaux à point chaud. * Les bouteilles doivent être montées sur chariot afin d'en faciliter la manutention * Leurs détendeurs doivent être protégés contre les risques de chute par un chapeau * Leurs détendeurs doivent être équipés d'un arrêt d'urgence * Obligation d'un extincteur adapté, à chaque poste de travaux. 	ENTREPRISE CONCERNEE			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES K- ENGINs

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<ul style="list-style-type: none"> * Les mouvements sur les chantiers des engins lourds sont dangereux en raison de : <ul style="list-style-type: none"> - leur poids- - leur vitesse - leur encombrement propre - leurs manoeuvres - la nature et l'environnement des pistes utilisées (fortes déclivités, lignes électriques...) - l'ambiance de travail (bruits, vibrations, intempéries, poussières...) 				
Bruit				
<ul style="list-style-type: none"> * les moto compresseurs émettent un bruit inférieur à 85 dB(A) à un mètre de distance. * les moteurs à explosion ou à combustion interne (autres que les moteurs automobiles) émettent un bruit de 80 à 90 dB (A) à 7 mètres de distance. * les brise-béton et marteaux piqueurs émettent un bruit de 112 à 118 dB (A) maximum. * les seuils sonores émis par les grues et les engins de terrassements respectent l'arrêté du 18 septembre 1987 et l'arrêté du 13 janvier 1988 selon le type et les caractéristiques de ces matériels. 				
Conducteurs				
<ul style="list-style-type: none"> * Les conducteurs doivent être âgés d'au moins 18 ans, sauf dérogation. * Pour la conduite des grues (à tour, mobiles, auxiliaires), des chariots automoteurs, des plates-formes élévatrices mobiles de personnes et des engins de chantier, les conducteurs devront être titulaires d'une autorisation de conduite établie et délivrée au travailleur par le chef d'établissement sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier. Cette autorisation doit préciser l'équipement de travail pour lequel elle est accordée. * Les conducteurs doivent aussi être titulaires du CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité d'équipement de travail) * Une copie de l'autorisation de conduite et du CACES doivent être consultables sur le chantier. * Des instructions seront obligatoirement établies à l'usage des conducteurs lorsqu'ils pénètrent sur le chantier. Ces instructions devront comporter : <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques de l'engin affecté au conducteur et les conditions d'emploi propres à l'entreprise - les conditions de circulation et de travail propres aux travaux à exécuter sur ce chantier. 	ENTREPRISE CONCERNEE		ENT CONCERNEE	

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Equipements				
<ul style="list-style-type: none"> * Les engins devront se conformer aux normes NF E 58.050 et suivantes. * Ils devront notamment être équipés de : <ul style="list-style-type: none"> - un avertisseur sonore - signaux sonores pour les manoeuvres de recul. - phares de travail avant et arrière pour les travaux de nuit - dispositif de pré signalisation (feux de détresse, fanions...) - système de freinage principal et de stationnement (norme NF E 58.055) - extincteur placé à portée de main. 	ENTREPRISE CONCERNEE		ENTREPRISE CONCERNEE	
Mise en marche inopinée				
<ul style="list-style-type: none"> * Les engins seront garés à l'écart des zones de travail, sur des aires planes, et bloqués. * Des instructions précises seront fournies aux conducteurs concernant les procédures à suivre sur la mise en route et l'arrêt de chaque engin. 	ENTREPRISE CONCERNEE		ENTREPRISE CONCERNEE	
Renversement, retournement, collision				
<ul style="list-style-type: none"> * Tout engin immobilisé sur une piste (pannes, crevaision...) doit être immédiatement signalé au moyen du signal de détresse ou par tout autre signal approprié (triangle, borne, fanion...). * Si un engin doit circuler sur une voie publique, Il doit être équipé de : <ul style="list-style-type: none"> - feux spéciaux (gyrophares, feux à éclats...) - feux de croisement allumés quels que soient les conditions atmosphériques. 	ENTREPRISE CONCERNEE		ENTREPRISE CONCERNEE	
Chocs et heurts de personnes				
<ul style="list-style-type: none"> * Les surfaces vitrées de la cabine (pare-brise, rétroviseur, phares...) seront lavées régulièrement. * Tout conducteur d'engin qui met pieds à terre comme toute personne à pieds ne doit pas circuler sur les pistes des engins et portera un gilet et un casque rétro réfléchissants * Toute manoeuvre d'engin doit être guidée par une personne connaissant les gestes conventionnels. * Tous les véhicules seront munis de signal sonore au recul 	ENTREPRISE CONCERNEE		ENTREPRISE CONCERNEE	
Rupture de canalisations aériennes ou souterraines en services				
<ul style="list-style-type: none"> * L'entreprise devra, préalablement à son intervention, procéder à un repérage du site sur la base des informations fournies par le Maître d'ouvrage et baliser les zones de passages de canalisations enterrées susceptibles d'être influencer par les travaux prévues (ex: distance minimale de terre entre la génératrice supérieure d'une canalisation de gaz et la surface du sol : 40 cm pour des engins de charge inférieure ou égale à 3,5 tonnes, sinon protection lourde) * Les passages au droit de ces canalisations seront réduits au minimum, balisés et protégés. 	ENTREPRISE CONCERNEE		ENTREPRISE CONCERNEE	

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Contacts fortuits avec les lignes électriques				
* L'entreprise devra, préalablement à son intervention, procéder à un repérage du site	ENTREPRISE CONCERNEE		ENTREPRISE CONCERNEE	
Rupture de pièces ou d'organes				
* Les engins doivent être inspectés et entretenus suivant le mode opératoire et la fréquence conseillée par le constructeur. * Ces contrôles doivent être exécutés par du personnel compétent et leur résultat consigné sur le registre de sécurité à tenir sur le chantier (article 22 du décret du 8 Janvier 1965)	ENTREPRISE CONCERNEE		ENTREPRISE CONCERNEE	
Chute de matériaux transportés				
* Les caractéristiques de l'engin et des charges maximales transportables seront transmises au conducteur. * Une copie de ces caractéristiques sera transmise au Coordonnateur.	ENTREPRISE CONCERNEE		ENTREPRISE CONCERNEE	

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90	

MESURES GENERALES L- PROTECTIONS COLLECTIVES

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
* La mise en place, l'entretien des protections collectives est à la charge de l'entreprise principale.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Par ailleurs, les protections complémentaires, nécessitées par les travaux spécifiques de chaque entreprise, sont dues par l'entreprise concernée, et doivent être précisées dans leur P.P.S.P.S.	ENTREPRISE CONCERNEE		ENT PRINCIPALE	
* Le contrôle des protections collectives est à la charge de l'entreprise qui les a installées.				
Conception				
* La mise en place de protections collectives doit être systématiquement privilégiée par rapport aux protections individuelles.				
* Les dispositifs de protection collective doivent être conçus pour pouvoir rester en place jusqu'à la disparition du risque ou la mise en place des protections définitives, dont elles ne devront pas gêner la mise en oeuvre.				
* Ils devront être conçus et installés de façon à éviter les démontages et remontage successifs.				
* La conception des étalements d'une hauteur de plus de six mètres doit être justifiée par une note de calcul et leur construction réalisée conformément à un plan de montage préalablement établi. Ces documents doivent être fournis au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS pour avis préalable.				
Utilisation des protections collectives				
* Toutefois, tout corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place doit prévoir un équipement de remplacement, adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace, et en assurer la maintenance jusqu'à la fin des travaux. En cas d'impossibilité technique d'un dispositif de remplacement, le corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement de protections collectives doit:	CHAQUE ENTREPRISE		CHAQUE ENTREPRISE	
- informer le coordonnateur et l'entreprise principale avant toute dépose				
- baliser et interdire la zone de travail dépourvue de protections collectives.				
- utiliser les protections individuelles adaptées aux travaux qu'elle doit réaliser,				
- reposer les protections collectives dès que possible				
- faire contrôler ces protections par l'entreprise principale.				
* Il y aura lieu de coordonner la succession des tâches pour une utilisation rationnelle et commune des protections collectives				
* Toute entreprise dont l'intervention nécessite une modification ou complément des protections collectives posées par l'entreprise principale s'interdira de procéder elle-même à ces modifications.	CHAQUE ENTREPRISE		CHAQUE ENTREPRISE	
Les demandes de modifications doivent être adressées à l'entreprise principale, avec copie au coordonnateur.				
L'entreprise principale procédera aux modifications demandées et réalisera les vérifications nécessaires qui seront portées dans le registre de sécurité.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Dépose des protections collectives				
* Les ouvrages de protection ne pourront être déposés qu'après constat de la disparition des risques engendrés par les travaux ou qu'après leur remplacement par d'autres dispositifs assurant une protection équivalente. * Ce constat sera réalisé par le responsable de l'entreprise sur le chantier	T.C.E.		ENT PRINCIPALE	
Protection contre les chutes d'objets ou matériaux				
* La superposition des tâches est interdite. * Tous les garde-corps seront équipés de plinthes. * Les trémies seront protégées. * Toute zone de circulation ou d'accès aux bâtiments, située à proximité des travaux liés aux façades devra être protégée par une protection lourde, débordant largement dans les deux directions et parapluie rigide. * Si une protection est placée au droit d'une entrée ou d'un passage couvert, ce dernier devra être éclairé.	ENT PRINCIPALE ENT DE RAVALEMENT	T.C.E.	ENT PRINCIPALE ENT DE RAVALEMENT	
Travaux de terrassement				
* Toute tranchée de profondeur supérieure à 1,30 m sera blindée ou talutée à 1/1 sauf prescription spécifique du bureau d'études de sol. * Toute tranchée sera protégée sur sa périphérie par un barriérage continu. * Prévoir de maintenir en permanence un escalier pour l'accès en fond de fouille, muni de garde-corps pour l'accès des personnels. * Protection par polyane des talus * Canalisation des eaux de ruissellement en pied et en tête des talus. * L'entreprise devra prévoir une pompe avec filtre afin de procéder au pompage en fond de fouille si nécessaire. * Après une période de pluie ou de gel continu de plus de 4 heures, il doit être procédé à un examen des talus, des fouilles en excavation ou en tranchée. S'il y a lieu, le blindage doit être consolidé, le polyane refixé ou remplacé, voire la zone présentant un risque neutralisée. Cet examen doit être effectué par une personne compétente mandatée par le chef d'établissement. Ce contrôle sera consigné dans le registre de sécurité avec le nom et la qualité de la personne compétente. * Il ne peut être procédé à l'enlèvement d'un blindage, d'un étréssillon ou d'un étau que lorsque des mesures de protection efficaces ont été prises contre les risques d'éboulement. * Les têtes de talus en périphérie de la zone de terrassements seront équipées de garde corps.	TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT ENT PRINCIPALE	T.C.E. TERRASSEMENT VRD T.C.E.	TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT ENT PRINCIPALE	TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT TERRASSEMENT ENT PRINCIPALE
Etalements				
* En cas de mise en place d'étalements d'une hauteur supérieure à 6m, leur conception doit être justifiée par une note de calcul et leur construction suivre un plan de montage préalablement établi. Ces documents doivent être conservés sur le chantier.	GROS OEUVRE		ENT PRINCIPALE	GROS OEUVRE
	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

Passerelles				
<ul style="list-style-type: none"> * Un plan de passerelles doit être fourni avec le PPSPS. * Le plan devra préciser le traitement des angles et décrochement pour éviter les risques de chute de personnes ou de matériaux. * Les passerelles doivent rester en place au dernier niveau, pour permettre aux lots charpente et couverture, d'installer leurs équipements de protection collective en sécurité. 	GROS-ŒUVRE		GROS-ŒUVRE	GROS-OEUVR
	GROS-ŒUVRE	CHARPENTE COUVERTURE	GROS-ŒUVRE	GROS-OEUVREE
Protection des trémies				
<ul style="list-style-type: none"> * La trémie d'ascenseur sera fermée par une protection efficace aussi bien pour les ascensoristes que pour les finisseurs (cueillies). La baie sera, conséquence, protégée toute hauteur (par un treillis soudé ou grillage) toute hauteur avec plinthe. Sa position devra permettre la mise en place des portes des paliers sans dépose. * Les trémies doivent être protégées par tout moyen adapté à leur dimension et à leur destination, ne créant pas de risque de chute de plein pied et assurant la même charge d'exploitation que le plancher. * Les trémies des gaines techniques inférieures à 1 m² seront fermées par un matériau assurant la même charge d'exploitation que le plancher sans présenter de désaffleurement (bloc de syporex posé au coulage, gabarits et fourreaux...) * Toutes les autres trémies seront protégées par des garde-corps étudiés de manière à ne pas gêner la pose des ouvrages de protection définitifs. * L'entreprise principale doit la vérification de la protection des trémies. 	ENT PRINCIPALE	TCE	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
	ENT PRINCIPALE	T.C.E.		
	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT FLUIDES
	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
Baies et rives de dalles - Protection contre les chutes personnes, d'objets ou matériaux				
<ul style="list-style-type: none"> * Toutes les baies libres seront équipées d'une lisse haute à au moins 1 m du sol, d'une lisse intermédiaire et d'une plinthe de 15 cm. * L'ensemble devra résister à une poussée horizontale minimale de 60 kg/ml * Toutes les baies à proximité desquelles un travail en hauteur est prévu (baies des trémies d'ascenseurs), seront protégées par un ouvrage évitant le risque de chute (ex : treillis soudés fixés dans les tableaux de baies) * Ces protections seront étudiées de façon à pouvoir être laissées en place lors de la pose de la menuiserie ou du garde-corps définitif. 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
	ENT PRINCIPALE			
	ENT PRINCIPALE			
Travaux en toiture				
<ul style="list-style-type: none"> * Aucun travail sur la toiture ou en terrasse ne sera autorisé avant la mise en place de garde-corps provisoires. * Les toitures en pente seront protégées sur toute leur périphérie par des garde-corps pleins ou échafaudages de pieds. 	T.C.E.	T.C.E.		
	ENT PRINCIPALE COUVREUR			
Travaux en façade				
<ul style="list-style-type: none"> * Le pied de façade faisant l'objet de travaux sera neutralisé * Aucune superposition de tâche ne devra être autorisée * Pour ce type de travaux, un échafaudage de pied sera mis en place 	TCE	TCE		
	ENT DE RAVALEMENT			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Echafaudages de pieds et tours escalier				
<p>GENERALITES - Les échafaudages préfabriqués seront toujours privilégiés par rapport aux échafaudages multidirectionnels</p> <p>MISE EN COMMUN * L'entreprise doit mettre en place un échafaudage de pied, pour la durée des travaux en façade. * Elle doit en permettre l'accès aux autres corps d'états qui en auraient besoin pour leurs interventions (serrurier, couvreur, menuiseries extérieures...).</p> <p>* L'entreprise principale doit organiser son planning de détail pour permettre le groupement des interventions en façade, à l'aide de l'échafaudage du ravaleur.</p> <p>DEFINITION DES BESOINS - Avant tout montage, une définition des besoins doit être réalisée. Cette définition doit être réalisée avec l'ensemble des entreprises utilisatrices - Un étude préalable doit être réalisée et validée par les entreprises utilisatrices</p> <p>PLANS ET NOTE DE CALCUL - Un plan d'implantation de montage et une note de calcul doivent être établis sauf si l'échafaudage a une hauteur inférieure à 24.00m et est constitué d'échafaudages estampillés "NF" (voir autres précisions en page 5 de la R408) - Un plan doit être réalisé dans tous les cas si l'échafaudage comprend une bache, un filet, un panneau publicitaire, une potence, un treuil ou si les valeurs neiges et vent sont supérieures à la réglementation - Un plan doit être réalisé dans tous les cas si l'échafaudage est mis en commun et utilisé par plusieurs entreprises</p> <p>FORMATION DU PERSONNEL - Le montage, les vérifications périodiques (quotidiennes et trimestrielles), la modification et la dépose des échafaudages doit être réalisée par un personnel formé (stage)- Article R233-13-31 du CT</p> <p>RECEPTION – MISE A DISPOSITION – CONTROLES PERIODIQUES - La réception doit être réalisée contradictoirement par le monteur et les utilisateurs. Elle doit faire l'objet d'un procès verbal écrit - Le Coordonnateur impose l'établissement d'un procès-verbal de réception de l'échafaudage entre le monteur et chacune des entreprises utilisatrices. Copie à fournir au coordonnateur. * Les entreprises utilisatrices ne doivent en aucun cas modifier l'échafaudage, mais doivent s'adresser à l'entreprise installatrice pour effectuer les modifications nécessaires. * L'entreprise intervenant sur les façades devra, en permanence, assurer la remise en place des protections</p>	ENT DE RAVALEMENT	T.C.E.	ENT DE RAVALEMENT	ENT DE RAVALEMENT
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	T.C.E.			
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	ENT DE RAVALEMENT			
	ENT DE RAVALEMENT			
	ENT DE RAVALEMENT / T.C.E.			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

<p>collectives au fur et à mesure de ses ouvrages.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un contrôle quotidien doit être réalisé (voir arrêté) - Une vérification trimestrielle doit être réalisée (voir arrêté) - Une Vérification avant remise en service doit être en cas de changement de site d'utilisation et de tout démontage suivi d'un remontage de l'échafaudage ; en cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels de l'échafaudage, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; à la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation de l'échafaudage ; à la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. (voir arrêté) <p>AFFICHAGES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une fois l'ouvrage réceptionné, il y a lieu d'afficher sur l'échafaudage les conditions d'utilisation et l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée - Les surcharges d'exploitation doivent être clairement affichées à chaque plancher. <p>PROTECTIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les planchers seront équipés de plinthes et de garde-corps, y compris garde-corps intérieur si l'échafaudage est distant de plus de 20 cm de la façade. - Les circulations au sol croisant l'échafaudage seront protégées mécaniquement contre tout risque de chute de matériaux - La zone de stockage sera balisée - La zone de manutention des éléments d'échafaudage sera barrière - Les trappes devront toujours s'ouvrir vers les gardes corps - Si une partie d'ouvrage présente une saillie dans l'échafaudage et gênant la circulation du personnel, des échelles permettant le changement de plancher seront mises en place à proximité immédiate 	T.C.E.			
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
<p>Nacelles</p> <p>*Il est rappelé qu'une nacelle suspendue n'est pas un moyen de manutention de matériel</p> <ul style="list-style-type: none"> * Harnais, dispositif anti-chute à enrouleur et casque à jugulaire obligatoires pour le montage et démontage. * Pas de fixation dans les acrotères, résistance incertaine. * Garde-corps rehaussés sur 3 faces extérieures des nacelles * Schémas d'installation et notes de calcul justificatives à produire. * Vérification du montage à faire effectuer par un bureau de contrôle. * Prévoir tous les dispositifs de sécurité y compris pour empêcher toute utilisation par des tiers. * Avant chaque déplacement de nacelles, l'armoire électrique doit être consignée. 	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	ENT DE RAVALEMENT		ENT DE RAVALEMENT	
	ENT PRINCIPALE	TCE	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Travaux sur plafonds et faux - plafond				
* Aucun travail en plafond ne sera autorisé avant la fermeture totale des faux planchers	T.C.E.	T.C.E.	T.C.E.	T.C.E.
Protections contre l'empoussièrement				
* Des bâches seront mises en place pour protéger les zones hors chantier pendant les travaux générant beaucoup de poussière. Elles feront toute la hauteur et devront être fermées en pieds et en tête	DEMOLITION	T.C.E.	DEMOLITION	
* Les gravois seront humectés par brumisation pour limiter l'émission de poussières	DEMOLITION		DEMOLITION	
Travaux d'électricité dans les locaux technique et les gaines				
* L'entreprise devra, avant toute intervention baliser sa zone de travail (chaînette sur plots auto - stables) et y placer un panneau indiquant le danger lié au risque d'électrocution	ELECTRICITE	ELECTRICITE	ELECTRICITE	ELECTRICITE
* L'accès à cette zone ne sera autorisé qu'au personnel habilité conformément à la norme C18-UTE 510	ELECTRICITE	ELECTRICITE		
* Cette intervention devra être programmée lors d'une réunion de maîtrise d'oeuvre			M OEUVRE	
Travaux de soudure				
* Un permis de feu doit être demandé au chef d'établissement avant tous travaux générant des points chauds	CHAQUE ENTREPRISE			
* Les bouteilles doivent être montées sur chariot afin d'en faciliter la manutention				
* Leurs détendeurs doivent être protégés contre les risques de chute par un chapeau				
* Leurs détendeurs doivent être équipés d'un arrêt d'urgence				
* Obligation d'un extincteur adapté, à chaque poste de travaux.				
Equipements de Protection individuelles				
* Dans le cas ponctuel où des moyens de protection collective ne peuvent pas être mis en œuvre de manière satisfaisante, des équipements de protection individuelle et des produits de protection appropriés (tels que systèmes d'arrêt de chute, casques, lunettes, vêtements spécifiques, gants, brassières, maniques, épaulières, tabliers...) doivent être utilisés	T.C.E.			
* Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuels adaptés à leur activité.				
* Les chefs d'établissement doivent veiller à l'utilisation effective des équipements de protection individuelles et des produits de protection.				
* L'entreprise devra prévoir, si des EPI particuliers (autres que chaussures de sécurité, casque et gants) sont nécessaires, leur approvisionnement sur le chantier et leur mise à disposition auprès des autres intervenants amenés à travailler dans les mêmes zones.				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES M - STOCKAGES

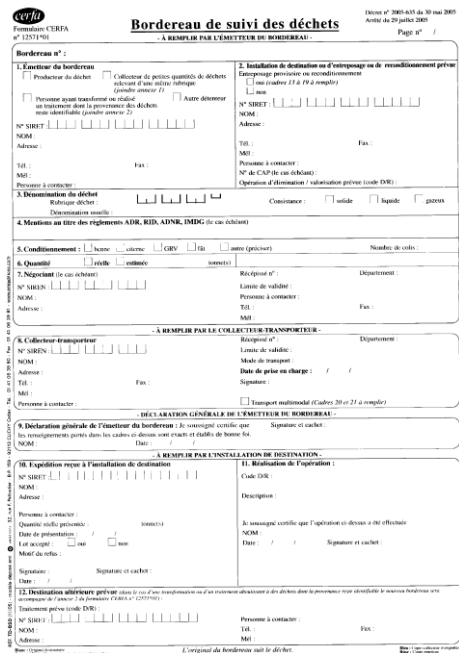
	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
* Les stockages ne devront en aucun cas, gêner les circulations. * S'il y a lieu, un balisage spécifique (ex : rubalise) sera mis en place aux endroits présentant un risque inhabituel sur le chantier ou sur simple demande écrite du coordonnateur.	T.C.E.		ENT PRINCIPALE	T.C.E.
Magasins de stockage de petits matériels				
* La délimitation et l'aménagement de ces zones seront portés sur le plan d'installation de chantier. * Le coordonnateur donnera son avis sur les déménagements éventuels nécessités pour un bon avancement des travaux.	T.C.E.	CHAQUE ENT	ENT PRICIPALE	T.C.E.
Stockage extérieur des matériaux				
* Le stockage à l'extérieur devra se faire exclusivement dans les zones de stockage définies au plan d'installation de chantier. * Les stockages devront respecter les zones de circulation tant des piétons que des véhicules. * Les zones de stockage devront être matérialisées, signalées, balisées et si nécessaire éclairées.	ENT PRINCIPALE ENT PRINCIPALE	CHAQUE ENT	ENT PRICIPALE ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE ENT PRINCIPALE
Stockage intérieur des matériaux				
* Le stockage de matériels ou de matériaux à l'intérieur du bâtiment dans les étages est interdit, sauf autorisation écrite du maître du maître d'oeuvre et du coordonnateur.	T.C.E.		T.C.E.	
Stockage des matériaux dangereux				
* Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'inflammation, d'explosion ou d'intoxication (colles, résines, solvants, mousses polyuréthannes devront satisfaire aux règles propres à chaque produit : - ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation * les matériaux inflammables ou combustibles devront être stockés dans des lieux où ils ne risquent ni d'être atteints par des flammes ou des étincelles provenant de travaux exécutés, ni de communiquer le feu aux ouvrages réalisés à proximité. Ils seront sous la responsabilité de l'entreprise qui les a approvisionnés. * Les liquides inflammables, hydrocarbures, huiles, utilisés pour les besoins du chantier devront être stockés dans des fûts posés sur des sols sains et stables. Ces fûts seront convenablement étiquetés en fonction des risques liés à chaque produit. Les opérations de transvasement ne devront créer aucune pollution du sol.	T.C.E.		T.C.E.	

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90	

MESURES GENERALES N- NETTOYAGE DU CHANTIER / EVACUATION DES GRAVOIS

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
* L'hygiène et la sécurité des travailleurs ne peuvent être obtenues qu'en astreignant toutes les entreprises à nettoyer et à évacuer leurs propres gravois, déchets, excédents d'approvisionnement journallement.	CHAQUE ENT		CHAQUE ENT	CHAQUE ENT
* Chaque entreprise doit, immédiatement après l'exécution de ses travaux dans une zone, enlever ses gravois et balayer les locaux.				
* Chaque entreprise a à sa charge l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux bennes.	CHAQUE ENT			
* L'entreprise principale doit la mise en place et l'évacuation des bennes et leur gestion.	ENT PRINCIPALE			
* Faire figurer sur le plan d'installation les zones de stockage et de reprise.				
* Il y aura au minimum une benne présente en permanence par zone de chantier et constamment accessible				
* En cas d'évacuation de gravois non effectué par une entreprise, l'entreprise principale réalisera cette évacuation à la demande du coordonnateur. Les frais inhérents à ce travail seront déduits du marché de l'entreprise défaillante.	ENT PRINCIPALE			
Nettoyage des Abords				
* Le nettoyage de la voie publique et des extérieurs du bâtiment doit être réalisé autant que nécessaire.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Un dispositif de nettoyage sera mis en place pour que tout véhicule sortant du chantier ne dégrade pas la voie publique.				
Nettoyage des circulations intérieures				
* Les circulations intérieures du chantier doivent être maintenues constamment propres.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
Tri des déchets				
* Le tri sélectif des déchets est obligatoire (décret du 13 Juillet 1994 applicable au 15 Juillet 1995), de plus la loi de 1992 sur les déchets stipule qu'à compter du 01 juillet 2002, les installations d'élimination des déchets par stockage ne seront plus autorisées à accueillir que des déchets ultimes (impossibles à traiter)	CHAQUE ENT	CHAQUE ENT	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* L'entreprise principale est en charge du respect du tri sélectif sur le chantier	ENT PRINCIPALE			
* <u>Dans le cas où le tri se ferait à la source :</u>				
* Chaque entreprise devra le tri de ses propres déchets				
* L'entreprise principale devra mettre en place une signalétique claire, prévoir des bennes en nombre adapté au niveau de tri:	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Evacuation des déchets				
<p>* L'entreprise principale après avoir vérifié le respect du tri sélectif, assurera l'évacuation des différentes catégories de déchets suivant leur filière de traitement ou d'élimination.</p> <p>* L'évacuation des déchets devra faire l'objet d'un suivi au travers d'un bordereau de suivi des déchets (modèle ci-joint)</p> <p>* Les déchets industriels spéciaux doivent suivre des filières d'élimination contrôlée et si nécessaire un traitement un traitement préalable avant stockage en décharge de classe I (amiante friable, déchets en plomb d'une teneur en plomb lixivial supérieur à 50 mg/kg...). Les bordereaux de suivi de déchets (B.S.D.) seront fournis au maître d'ouvrage par les entreprises pour justifier du tri et de l'élimination des déchets du chantier conformément à la réglementation.</p> <p>* Les déchets contenant du plomb doivent être triés et les sacs étiquetés (origine, maître d'ouvrage, nature des déchets). Si la teneur en plomb lixivial est inférieure à 50 mg/kg, les déchets peuvent être évacués dans des centres de stockage classiques (classe 2 pour les déchets industriels, classe 3 pour les gravois)</p> <p>Au-delà ils seront dirigés vers des décharges de classe 1.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES O PROTECTIONS CONTRE L'INCENDIE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
* les mesures de prévention arrêtées contre les risques d'incendie seront précisées dans le PPSPS - Plan d'évacuation - Sujétions liées au site (exercices, accès des secours...)	T.C.E.		ENT PRINCIPALE	
Feux				
* Tout feu est interdit sur le chantier.	T.C.E.			
Extincteurs - R.I.A.				
* Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques : - dans les locaux affectés au personnel - un par zone de chantier * Pour les travaux à risque particulier d'incendie, les extincteurs spécifiques seront à la charge de chaque entreprise concernée : au moins un extincteur à eau de 9 litres et un extincteur approprié aux matériaux de l'environnement et au poste de soudage utilisé..	T.C.E. ENT CONCERNEE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Points chauds				
* L'entreprise doit avertir le maitre d'ouvrage avant chaque intervention créant des points chauds en précisant le lieu précis d'intervention pour faire déconnecter, si nécessaire, la détection incendie dans la zone concernée et permettre le renforcement des rondes de surveillance. * Permis de feu à demander pour chaque intervention, y compris brasures ou décapage thermique * Vérifier le bon état des appareils. * Protéger les matières et produits inflammables ou combustibles (bâches, arrosage, ...) * Surveiller les projections et leur point de chute. * En fin de travail, inspecter les lieux, débarrasser les bâches des projections avant de les plier, arrêter tout travail par point chaud au plus tard 2 heures avant la cessation générale du travail, pour assurer une surveillance de 2 heures au moins.	ENT CONCERNEE			

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90	

MESURES GENERALES P- PRODUITS DANGEREUX

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<p>Les mesures énumérées ci dessous viennent en application des articles R231-56-1à R231-65-3 du Code du Travail</p> <p>L'identification des produits listés ci-dessous provient du dossier de l'I.N.R.S.: "agir sur le risque chimique cancérigène en entreprise".</p> <p>Tout travail générant ou étant exposé aux produits ci dessous est considéré comme générant des risques particuliers (ARRETE DU 25/02/2003)</p> <p>Chaque poste de travail doit faire l'objet d'une identification et une évaluation des risques permettant de hiérarchiser ceux-ci et de prioriser les actions de prévention à mener</p> <p>* Le Maître d’Ouvrage doit, au titre de l’article L 230-2 du Code du Travail, éviter les risques et évaluer les risques qui ne peuvent être évités.</p> <p>* A ce titre, tous les produits existant sur le site où doivent se dérouler les travaux, considérés comme toxiques ou présentant un danger pour les entreprises intervenantes, doivent être identifiés avant le démarrage des travaux et joints aux marchés des entreprises.</p> <p>* A charge des entreprise intervenantes de transmettre et de former, si nécessaire, leurs ouvriers ces informations et de proposer des moyens et des méthodologies adaptées aux produits rencontrés.</p> <p>* L’entreprise devra choisir dans tous les cas, le produit le moins toxique possible pour réaliser ses travaux.</p>	<p>M. D’OUVRAGE</p> <p>M. D’OEUVRE</p> <p>ENT CONCERNEE</p> <p>TCE</p>			
Fiches de données de sécurité				
<p>* Pour tous les produits susceptibles de présenter un risque d’intoxication ou d’inflammabilité, la fiche de donnée de sécurité sera jointe au P.P.S.P.S..</p> <p>* Sont notamment concernés par cette mesure les vernis, solvants, apprêts, peintures, décapants....</p>	T.C.E.			
Valeurs limites d’exposition				
<p>* Un nouveau décret n°2007-15-39 du 26/10/2007 fixe pour 60 substances, des valeurs limites contraignantes d’exposition des travailleurs (Sont notamment concernés par cette mesure les poussières de bois).</p> <p>* Il pourra être exigé des mesures de vérification sur chantier par mesurage au poste de travail</p>	T.C.E.			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Etiquetage				
<ul style="list-style-type: none"> * Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines, solvants, mousses polyuréthannes...) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit : <ul style="list-style-type: none"> - ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation - durées maximales d'exposition ou d'inhalation - utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques. - consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers * Aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit. * Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur préalablement à leur introduction sur le chantier. * Ces produits ne pourront pas faire l'objet d'un stockage prolongé et devront être approvisionnés à l'avancement. 	T.C.E.		T.C.E.	
Ventilation				
<ul style="list-style-type: none"> * Tous les locaux aveugles où sont appliqués les produits dangereux autorisés doivent être ventilés * En cas d'impossibilité d'assurer un renouvellement d'air suffisant en ventilation naturelle, des extracteurs mobiles seront mis en place et déplacés à l'avancement. 	ENT CONCERNEE	TCE	ENT CONCERNEE	
Stockage de produits dangereux				
<ul style="list-style-type: none"> * Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines, solvants, mousses polyuréthannes...) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit : <ul style="list-style-type: none"> - ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation - durées maximales d'exposition ou d'inhalation - utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques. - consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers non prévenus des dangers et des moyens de s'en protéger. * Aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur préalablement à leur introduction sur le chantier. * les matériaux inflammables ou combustibles devront être stockés dans des lieux où ils ne risquent ni d'être atteints par des flammes ou des étincelles provenant de travaux exécutés, ni de communiquer le feu aux ouvrages réalisés à proximité. Ils seront sous la responsabilité de l'entreprise qui les a approvisionnés. * Les liquides inflammables, hydrocarbures, huiles, utilisés pour les besoins du chantier devront être stockés dans des fûts posés sur des sols sains et stables. Ces fûts seront convenablement étiquetés en fonction des risques liés à chaque produit. Le stockage sera réalisé au-dessus d'un bac de rétention étanche. * Les opérations de transvasement ne devront créer aucune pollution du sol. 	T.C.E.		T.C.E.	

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Plomb				
- Le Maitre d’ouvrage devra fournir le diagnostic aux entreprises et CSPS. - Les entreprises doivent s’assurer de l’absence de plomb avant toute intervention. - Dispositions spécifiques au plomb (Articles R4412-156 à R4412-160 du code du travail)	T.C.E. MAITRE D’OUVRAGE			
Amiante				
* * Le Maitre d’ouvrage devra fournir le diagnostic aux entreprises. * En cas de découverte de matériaux suspects en cours de travaux, l’entreprise doit cesser immédiatement les travaux dans la zone et alerter le maître d’ouvrage, le maître d’œuvre et le coordonnateur SPS.	TCE MAITRE D’OUVRAGE TCE			
Benzène				
<i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation et au contact cutané</i> Mesures de prévention arrêtées: - Livraison sur chantier par camion citerne - Présence sur chantier d'un réservoir double peau avec bac de dépotage - Chargement des réservoirs des engins de chantier par tuyau et pompe reliant les réservoirs entre eux - Dans le cas où les engins de chantier ne peuvent se déplacer (ex. :cas des hélicoptères de surface du béton), le bidon de transport du carburant sera étiqueté à l’identique du container de stockage - E.P.I. adaptés	TERRASSEMENT GROS ŒUVRE V.R.D.			
Brais de goudron, de houille – hydrocarbures aromatiques polycycliques				
<i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation et au contact cutané</i> Mesures de prévention arrêtées: - E.P.I. adaptés	V.R.D. ETANCHEITE			
Chrome hexavalant				
Ce produit se rencontre dans les bétons et certaines vieilles peintures . <i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation</i> Mesures de prévention arrêtées: - Emploi de béton ne contenant pas cette substance - Dans ce but, la fiche de donnée de sécurité du béton se fournie au CPSPS. - Etiquetage obligatoire précisant la présence de ce produit sur les sacs de ciment et béton (Arrêté du 26 Mai 2005) - Le décapage à sec de vieilles peintures et interdit. Tout décapage se fera en milieu humide - Port d'E.P.I. adaptés	GROS ŒUVRE MACON			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Poussières de bois				
<p><i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation de poussières</i></p> <p>Les mesures de prévention sont:</p> <p>En milieu extérieur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tous les outils doivent être équipés de sacs d'aspiration - Port de masques FFP3 <p>En milieu intérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailler en extérieur autant que possible - Pré fabriquer en atelier les éléments - Mettre en place une conduite générale d'aspiration intégrée dans les cages d'escalier reliée à un aspirateur à filtration absolue munis de sac et flexibles d'aspiration aux étages - Calfeutrer la zone de travail - Aspirer à la source toute coupe, ponçage... - Port de masques FFP3 	GROS ŒUVRE MENUISERIE			
Apprêts – Peintures – Résines – Vernis – Lasures - Protections anti-graffiti – Colles - Joints				
<p>* Pour tous les produits susceptibles de présenter un risque d'intoxication ou d'inflammabilité, la fiche de donnée de sécurité sera jointe au P.P.S.P.S.</p> <p>*Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines, solvants, mousses polyuréthannes...) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation - durées maximales d'exposition ou d'inhalation - utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques. - consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers non prévenus des dangers et des moyens de s'en protéger. <p>*Aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit.</p> <p>*Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur préalablement à leur introduction sur le chantier.</p> <p>*Port d'E.P.I. adaptés</p>				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR														
Silice cristalline																		
Généralité :																		
<p>* La directive (UE) 2017/2398 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 considère la poussière de silice cristalline alvéolaire comme cancérigène. Cette directive est transposée en droit français par l'arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du code du travail et Le décret n° 2020-1546 du 9 décembre 2020 fixant des valeurs limites</p> <table border="1"> <tr> <td></td><td colspan="2">VLEP POUR 8H CODE DU TRAVAIL</td><td colspan="2" rowspan="4">Art R. 4412-149</td></tr> <tr> <td>QUARTZ</td><td>0,1 mg.m⁻³</td><td></td></tr> <tr> <td>CRISTOBALITE</td><td>0,05 mg.m⁻³</td><td></td></tr> <tr> <td>TRIDYMITE</td><td>0,05 mg.m⁻³</td><td></td></tr> </table> <p>d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques.</p> <p>Lors des travaux exposant à la poussière de silice cristalline (liste non exhaustive) : Découpe de bordures de trottoir, de blocs et de pavés de béton ; Perçage de trous dans les sols, murs et plafonds en béton ; Ciselage, Burinage du béton, Utilisation du Marteau piqueur ; Carottage, Découpe de tuiles avec une scie à tronçonner, Ponçage et meulage des murs, des planchers de béton ; Enlèvement des petits gravats, de la poussière et des débris ; Démolition à l'aide d'engins...</p> <ul style="list-style-type: none"> • Humidifier les surfaces et les supports avant travaux et au cours des travaux, • Mettre en place des dispositifs de captage à la source, • Délimiter la zone de travail afin d'éviter que les autres travailleurs ne soient exposés à la silice et mettre en place un système de ventilation et/ou aspiration si nécessaire • Mettre en place un brumisateur, • Mettre les EPI adaptés (Masque, gants et lunettes et combinaison si nécessaire). <p>Travailler de préférence à l'extérieur cela permet d'éviter une forte concentration en poussières de silice cristalline lors des travaux.</p>						VLEP POUR 8H CODE DU TRAVAIL		Art R. 4412-149		QUARTZ	0,1 mg.m ⁻³		CRISTOBALITE	0,05 mg.m ⁻³		TRIDYMITE	0,05 mg.m ⁻³	
	VLEP POUR 8H CODE DU TRAVAIL		Art R. 4412-149															
QUARTZ	0,1 mg.m ⁻³																	
CRISTOBALITE	0,05 mg.m ⁻³																	
TRIDYMITE	0,05 mg.m ⁻³																	
	ENTREPRISES CONCERNEES																	

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
PROTECTIONS CONTRE LES POUSSIÈRES DE PLOMB				
Généralités				
<ul style="list-style-type: none"> * La protection des ouvriers exposés au plomb est légiférée par le décret n°88-120 du 01/02/1988 et les arrêtés du 11 Avril 1988 et du 15 Septembre 1988 ainsi que l'article L231 – 1 du Code du Travail. * Pour l'exécution de travaux en présence de peintures contenant du plomb, les entreprises doivent se conformer aux recommandations de la note technique n°22 éditée par la CRAMIF. * Toutes les entreprises et travailleurs indépendants intervenant dans un ouvrage ou une partie d'ouvrage et exposés au plomb métallique et à ses composant sont concernés. * Les interventions exposant aux poussières de plomb entrent dans la catégorie des travaux à risque. Les PPSPS des entreprises exposées (même pour des petites interventions comme des percements, tranchées...) doivent transmettre leur PPSPS à leur médecin du Travail et aux organismes de sécurité. * Ne jamais brûler de bois recouvert de peinture au plomb. * Utiliser systématiquement un aspirateur avec filtre à très haute efficacité. * Proscrire le balayage. * Si la zone d'intervention se situe dans une circulation, celle-ci devra être détournée par l'entreprise principale pendant l'intervention. Si elle se situe dans une zone de circulation incontournable, les travaux de dépose du plomb seront réalisés en dehors des heures de travail des autres entreprises (décalage de tâches, ou horaires décalés).. * Repérer les surfaces contenant du plomb qui seront conservées à l'issue des travaux, pour informer les intervenants ultérieurs (étiquettes adhésives, plaques) et les reporter sur un plan de repérage à intégrer dans le dossier de récolement. * Décrire dans le PPSPS, les équipements de protection collective utilisés (masque avec filtre P recommandé, gants lavables, combinaison jetable avec capuche) 	<p>T.C.E.</p> <p>T.C.E.</p> <p>ENT CONCERNEES</p> <p>ENTREPRISES CONCERNEES</p> <p>T.C.E.</p>		T.C.E.	
Surveillance médicale				
<ul style="list-style-type: none"> * Sont interdits d'accès aux zones à risque les femmes enceintes ainsi que les mineurs. * Une surveillance médicale spéciale est requise pour les salariés exposés au risque plomb donnant lieu à une fiche d'aptitude médicale par ouvrier établie par la médecine du travail et renouvelée tous les six mois ou tous les trois mois suivant l'exposition. * La liste du personnel apte à intervenir ainsi que la copie des fiches d'aptitude médicale, à jour, doivent être incluses dans le PPSPS. 				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Formation et information				
* Chaque entreprise devra former les ouvriers amenés à intervenir, concernant les risques liés à cette exposition. Cette information devra être renouvelée au moins tous les trois mois par l’entreprise ou la médecine du travail	ENT CONCERNEE			
* Chaque ouvrier recevra de son employeur une notice écrite précisant : - les dangers liés à l’exposition au plomb - les dangers liés à son poste de travail - les moyens de protection collective mis en œuvre - les précautions à prendre concernant son équipement de protection individuelle - les méthodes de travail offrant les meilleures garanties d’hygiène - la nécessité de se soumettre aux examens médicaux périodique	ENT CONCERNEE			
* Chaque entreprise devra prendre connaissance des diagnostics plomb effectués à la demande du maître d’ouvrage, et notamment du repérage des éléments de construction contenant du plomb.	T.C.E.			
Mesures d’hygiène				
* Il est interdit de manger, boire, fumer, manger du chewing-gum sur les lieux de travail. * Mettre à disposition des travailleurs du savon et des brosses à ongles. * Avant chaque pause (toilettes, boisson) nettoyer soigneusement la figure, se rincer la bouche, se brosser les mains et surtout les ongles, surtout pour les fumeurs. * De plus, après le travail et avant chaque repas, retirer les vêtements de travail et équipements de protection (à ne jamais ramener au domicile) et prendre une douche avant de quitter le chantier.	T.C.E.			
Contrôle d’empoussièrement				
* Avant le démarrage des travaux, un contrôle d’empoussièrement surfacique du sol doit être réalisé. * A la fin des travaux dans chaque zone, un nouveau contrôle d’empoussièrement surfacique du sol sera réalisé conformément à l’article R32-4 de l’arrêté du 12/07/1999. * Si le contrôle s’avère positif, un nettoyage complémentaire sera réalisé ainsi qu’un nouveau contrôle. * La concentration en vapeurs, fumée ou poussière de plomb dans l’air ne doit pas excéder 150 microgrammes par mètre cube en moyenne sur quarante heures				
Tri et évacuation des déchets				
* Avant le démarrage des travaux, la méthode de traitement du plomb doit prendre en compte l’aspect évacuation des déchets. * Les déchets contenant du plomb doivent être triés et les sacs étiquetés (origine, maître d’ouvrage, nature des déchets). Si la teneur en plomb lexivial est inférieure à 50 mg/kg, les déchets peuvent être évacués dans des centres de stockage classiques (classe 2 pour les déchets industriels, classe 3 pour les gravois) Au-delà ils seront dirigés vers des décharges de classe 1.				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Percement de petits trous - Ponçage ou grattage de petites surfaces – Dépose d'éléments				
<ul style="list-style-type: none"> * La fixation de chemins de câbles, tuyaux et autres équipements techniques se fera de préférence par collage quand les supports contiennent du plomb. * La zone de travaux sera isolée pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur. * Le sol de la zone de travail sera bâché. Cette bâche devra être maintenue en parfait état d'étanchéité. Elle pourra être changée totalement ou partiellement sur simple demande du Coordonnateur. * Aspirer à la source les poussières produites, à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité. * Humidifier si possible les déchets et les conditionner dans des sacs étanches qui seront évacués en fin de poste ou stockés dans un local fermé, inaccessible au public. * Le sol doit être nettoyé quotidiennement à l'aspirateur. Proscrire le balayage. <p>En fin d'intervention, la zone traitée sera nettoyée avec un chiffon humide.</p>				
Grattage, ponçage, piochage, tranchées				
<ul style="list-style-type: none"> * La zone de travaux sera isolée pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, si nécessaire à l'aide d'un polyane. * Le sol de la zone de travail sera bâché. Cette bâche sera doublée sur les sols difficiles à décontaminer. * Les meubles non déplaçables seront recouverts hermétiquement. * Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée, de dimensions suffisantes pour servir à l'entrée de stockage provisoire de matériel, outillage, sacs, et permettre à la sortie le dépoussiérage et nettoyage des équipements non jetables et des sacs à déchets. * Aspirer à la source les poussières produites, à l'aide d'un aspirateur ou au niveau de l'outil (ponçage mécanique). * Brumiser les supports à l'avancement des travaux. * Au cas où le taux d'empoussièrement ne peut être réduit suffisamment, mettre en place un extracteur avec filtre à très haute efficacité et rejet d'air à l'extérieur, et compenser par des prises d'air. * Humidifier si possible les déchets et les conditionner dans des sacs étanches Evacuer les sacs de déchets par le sas après dépollution par aspiration et par essuyage au chiffon humide ; Les stocker dans un local fermé, inaccessible au public. * Le sol et les parties poncées doivent être nettoyés quotidiennement avec un aspirateur Proscrire le balayage. * En fin d'intervention, réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur. Proscrire le balayage Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer l'isolement de zone et les films de protections et réaliser un nettoyage final (aspiration et essuyage humide) 				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Décapage thermique				
<ul style="list-style-type: none"> * Les éléments démontables doivent être démontés pour être traités en atelier. * Ne pas intervenir près de gaines électriques, de vitres ou de matériaux inflammables. * Demander un permis de feu au maître d'ouvrage * La zone de travaux sera isolée pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur. * Les meubles non déplaçables seront recouverts hermétiquement. * Les sols inflammables ou difficiles à décontaminer doivent être protégés par un matériau difficilement inflammable (bâche coton par exemple...) Les parois difficiles à décontaminer (moquette, crépis...) seront protégées aussi. * Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée, de dimensions suffisantes pour servir à l'entrée de stockage provisoire de matériel, outillage, sacs, et permettre à la sortie le dépoussiérage et nettoyage des équipements non jetables et des sacs à déchets. * Mettre des extincteurs à disposition dans la zone de travail. * Proscrire le décapage au chalumeau, mais utiliser un décapeur à air chaud : la température doit être inférieure à 450°C. * Aspirer les copeaux au fur et à mesure de leur production, car ils génèrent des poussières très fines une fois durcis.. Ne jamais balayer. * Evacuer les sacs de déchets par le sas après dépollution par aspiration et par essuyage au chiffon humide ; Les stocker dans un local fermé, inaccessible au public. * En fin d'intervention, réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur. Proscrire le balayage Retirer l'isolement de zone et les films de protections et réaliser un nettoyage final (aspiration et essuyage humide) 	ENT CONCERNEE			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Décapage chimique par produit caustique par produits à base de solvants				
<ul style="list-style-type: none"> * Pour le grattage préalable des peintures s'écaillant, se référer aux prescriptions du paragraphe « Percement de petits trous - Ponçage ou grattage de petites surfaces – Dépose d'éléments » * Respecter les fiches de données de sécurité des produits employés et les joindre au PPSPS.. Vérifier le conditionnement et l'étiquetage des produits, et respecter les conditions de stockage (local ventilé, inaccessible au public. * Séparer la zone de travail du reste du chantier et créer un sas d'entrée/sortie de la zone. * Bâcher par du polyane les sols et les meubles non déplaçables. * Si la douche n'est pas à proximité immédiate de la zone de travail, installer une douchette de secours, sous pression, permettant d'intervenir immédiatement en cas de contact avec des produits chimiques. * Pour l'utilisation de solvants, ventiler largement la zone de travaux pour éviter l'accumulation des vapeurs et empêcher l'atmosphère de devenir explosive. * Ne jamais transvaser des produits dans des récipients non prévus à cet effet et non étiquetés. * Appliquer le produit à la brosse et pas au rouleau. * Ramasser les déchets régulièrement, les conditionner dans des sacs étanches et résistants aux produits utilisés. * Evacuer les sacs de déchets par le sas après dépollution par aspiration et par essuyage au chiffon humide ; Les stocker dans un local fermé, inaccessible au public. * Recueillir les eaux de rinçage pour traitement ultérieur par une entreprise spécialisée et fournir au maître d'ouvrage en fin de travaux le bordereau de mise en décharge des déchets du chantier. * En fin de travaux, réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès. 	ENT CONCERNEE			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Sablage				
<ul style="list-style-type: none"> * Séparer la zone de travail du reste du chantier et créer un sas d'entrée/sortie de la zone. * Bâcher par du polyane les sols et les meubles non déplaçables. * Installer un extracteur avec filtre à très haute efficacité et rejet d'air à l'extérieur et prises d'air de compensation. * Proscrire le soufflage d'air comprimé. * Assurer le nettoyage régulier de la zone de travail par aspiration. Balayage à proscrire. * Ramasser régulièrement les déchets et les conditionner dans des sacs. Assurer le nettoyage régulier de la zone de travail par aspiration. Balayage à proscrire. * Ramasser régulièrement les déchets et les conditionner dans des sacs. Le sable pollué ne doit pas être réutilisé pour un autre chantier. En cas de manutention manuelle, les sacs doivent être limités à 25 kg * Evacuer les sacs de déchets par le sas après dépollution par aspiration et par essuyage au chiffon humide ; Les stocker dans un local fermé, inaccessible au public. * En fin d'intervention, réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur. Proscrire le balayage Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer l'isolement de zone et les films de protections et réaliser un nettoyage final (aspiration et essuyage humide) 	ENT CONCERNEE			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Démolitions partielles en intérieur				
<ul style="list-style-type: none"> * Neutraliser ou protéger les réseaux pouvant présenter des risques. * Mettre en place des moyens d'évacuation des gravois limitant la pollution à l'extérieur de la zone de travail : sacs étanches, goulotte (ou trémie) fermée sur ses quatre faces jusqu'à une benne bâchée. * Prévoir les filières d'élimination des déchets recouverts de peinture au plomb * La zone de travaux sera isolée pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, à l'aide d'un polyane. * Le sol de la zone de travail sera bâché. Cette bâche sera doublée sur les sols difficiles à décontaminer. * Les meubles non déplaçables seront recouverts hermétiquement. * Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée, de dimensions suffisantes pour servir à l'entrée de stockage provisoire de matériel, outillage, sacs, et permettre à la sortie le dépoussiérage et nettoyage des équipements non jetables et des sacs à déchets. * Brumiser les supports à l'avancement des travaux. * Au cas où le taux d'empoussièrement ne peut être réduit suffisamment, mettre en place un extracteur avec filtre à très haute efficacité et rejet d'air à l'extérieur, et compenser par des prises d'air. * Humidifier si possible les déchets, les ramasser et les évacuer à l'avancement Les stocker dans un local fermé, inaccessible au public ou une benne bâchée. * Le sol et les parties poncées doivent être nettoyés quotidiennement avec un aspirateur Proscrire le balayage. * En fin d'intervention, réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur. Proscrire le balayage Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer l'isolement de zone et les films de protections et réaliser un nettoyage final (aspiration et essuyage humide) * Recueillir les eaux résiduelles pour traitement ultérieur par une entreprise spécialisée 	LOTS FLUIDES MAÇONNERIE			
Démolition totale à l'air libre				
<ul style="list-style-type: none"> * Avant les travaux, réaliser une cartographie de la présence du plomb et de sa concentration. * Prévoir les filières d'élimination des déchets recouverts de peinture au plomb * Pour les travaux préparatoires à la démolition (saignées de désolidarisation, déshabillage du bâtiment...) dans des zones contenant des peintures chargées de plomb, se référer aux mesures de prévention envisagées pour les percements et démolitions intérieures. * Pendant la dépose de parties plombées, ne pas faire intervenir d'autres entreprises * Equiper tout le personnel évoluant sur le chantier des équipements de protection appropriés pour éviter le contact avec des matériaux pollués. * Pulvériser en continu afin de supprimer l'émission de poussières. * Utiliser de préférence des engins dont les cabines sont dotées de dispositifs de filtration et de climatisation maintenant l'air en légère surpression. 	DEMOLITION			

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Travaux préparatoires au confinement				
<ul style="list-style-type: none"> * Si cela est nécessaire, une phase de « déshabillage » préalable sera réalisée pour rendre les matériaux amiantés accessibles sans être dégradés * Les réseaux doivent être consignés par le chef d'établissement ou son délégataire sous réserve des dispositions de l'article R 554-19 du Code de l'environnement (produits polluants) – Attestations de consignation à demander * L'évacuation de mobilier et tout équipement non contaminé et présentant un risque pour les travaux de désamiantage * Le repérage et l'identification (le marquage serait mieux) de tout réseau, circuit non consignés, équipement situés au sol, plafond et aux murs * L'installation d'un éclairage sur les zones de circulation et de travail * L'installation électrique standard et de secours (groupe électrogène) pour les déprimogènes 	ENT CURAGE ENT DESMAIANT AGE			
Formation - Informations				
<p>Les salariés affectés à ces travaux doivent faire l'objet d'une formation spécifique aux risques encourus. Celle-ci comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Une sensibilisation aux risques spécifiques à l'amiante ainsi qu'aux risques généraux – L'apprentissage des techniques et modes opératoires utilisés – Une description des différentes procédures (entrées et sorties du sas, contrôle, hygiène, élimination des déchets, surveillance médicale) – L'utilisation des équipements de protection des voies respiratoires – Les conduites à tenir en cas d'accident 				
Surveillance médicale				
<ul style="list-style-type: none"> * Les fiches d'aptitude des opérateurs doivent être annexées au Plan de Retrait. * Le suivi médical est assuré le chef d'établissement et le médecin au travers des visites réglementaires et des fiches d'expositions 				

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A CHARGE	LA MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Premier secours				
<ul style="list-style-type: none"> * Les conditions d'accès et de séjour en zone contaminée imposent une organisation irréprochable afin d'éviter tout accident. * Ceci étant, une procédure précise connue de tous doit prévoir l'organisation des secours pour traiter d'une part un blessé léger sur site et d'autre par, un blessé nécessitant l'intervention des secours extérieurs. * Un secouriste du travail doit se trouver parmi les opérateurs en zone. Son nom doit être précisé dans le plan de retrait. 				
Zone de travail – Accès - Confinement				
<ul style="list-style-type: none"> * L'accès à la zone confinée se fait par l'intermédiaire des sas 3 ou 5 compartiments suivant la nature des travaux et des EPI. Les sas doivent intégrer les douches, permettre par ses dimensions aux opérateurs de se mouvoir aisément et en cas de nécessité le passage d'un brancard. * La zone de travail doit être maintenu en dépression par rapport à l'environnement. Ceci exige la mise en place d'un confinement de toutes les parois à l'aide d'un double film polyéthylène (150 - 200µm). 				
Ventilation de la zone confinée				
<ul style="list-style-type: none"> * L'implantation des unités déprimogènes, des prises d'air frais, des rejets d'air vers l'extérieur de la zone confinée seront portés au plan d'installation à annexer au plan de retrait. * Avant le début des travaux, l'efficacité du confinement sera convenablement vérifié à chacun des points critiques de l'enveloppe (raccords des lés du film polyéthylène, rupture de la continuité des films aux ouvertures, joints etc.). Cette vérification s'effectuera après mise en service de la ou des unités déprimogènes par un test de fumée. Ce test est à renouvelé une fois par semaine au moins. * Les installations et les appareils de protection collective doivent être vérifiés une fois par semaine (installation de captage, filtration et de ventilation) 				
Evacuation des déchets				
<ul style="list-style-type: none"> * Les déchets seront conditionnés de manière totalement étanche <ul style="list-style-type: none"> * Ils doivent être enfermés au niveau de la zone de travail dans un premier sac étanche, puis mis dans un second sac étanche avant d'être mis dans les conteneurs au niveau du compartiment de décontamination du sas. * Les déchets de matériaux contenant de l'amiante étant considéré comme des matières dangereuses, un emballage supplémentaire conforme aux prescriptions du règlement transport de matières dangereux par route (RTMDR) sera nécessaire pour la manutention et le transport, notamment les grands récipients pour vrac (GRV)métallique ou plastique. * L'étiquette "amiante" sera apposée sur le conditionnement étanche conformément au décret n °94-645645 du 26 juillet1994 * L'eau résultant des diverses opérations doit être recueillie et traitée avant son rejet. 				

PLAN GENERAL DE COORDINATION	PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois	
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

MESURES GENERALES Q MESURES DE PREVENTION EN CAS DE CANICULE

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Généralités				
<p>* Une canicule est définie par plusieurs seuils combinés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température supérieure à 30°C la journée - Température supérieure à 25°C la nuit - Pendant plus de 48 heures <p>* Le Ministère du Travail précise dans sa circulaire DGT n°9 du 4 juillet 2013 l'application du dispositif du Plan Canicule aux travailleurs.</p> <p>* L'analyse des remontées de terrain ont fait apparaître parmi les sujets prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aménagement des horaires et/ou des postes de travail - l'aménagement de l'environnement de travail - la diminution de la charge physique des postes les plus pénibles - l'information des travailleurs <p>*L'ensemble des mesures doit être mis en place dès le premier niveau d'alerte.</p>				
Veille météorologique				
<p>* L'entreprise contractera auprès d'un service compétent un abonnement précisant les prévisions à 24 heures et les relevés des situations réellement survenues afin d'être avertie de la mise en place du plan Canicule et de son niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Niveau 1 – veille saisonnière (carte de vigilance verte) - Niveau 2 – avertissement chaleur (carte de vigilance jaune) - Niveau 3 – alerte canicule (carte de vigilance orange) - Niveau 4 – mobilisation maximale (carte de vigilance rouge) <p>*Ce service comprendra une alerte en cas de dépassement de l'un de ces seuils</p> <p>*Cette alerte sera diffusée à toutes les entreprises intervenant sur le chantier et notée au compte rendu de la Maîtrise d'œuvre</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

PLAN GENERAL DE COORDINATION PROJET : Aménagement du centre social des Larris à Fontenay-sous-Bois		
REDIGE PAR QUARTET	1 place de la Croix St-Jacques 95390 Saint-Prix	TEL : 01-30-10-64-90

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Prévention				
<p>* L'entreprise installera obligatoirement des réfrigérateurs (ou fontaines à eau rafraîchie) dans les réfectoires</p> <p>Chacun d'entre eux pourra contenir 1,5 litre par personne présente sur le chantier (prévoir une contenance pour chaque réfrigérateur de 135 litres)</p> <p>Ils seront quotidiennement réapprovisionnés pour pouvoir mettre à la disposition de chaque travailleur 3 litres d'eau potable et fraîche (art R.4534-143)</p> <p>* L'installation d'un brumisateur est recommandée.</p> <p>*Mettre à disposition des travailleurs un local permettant leur accueil dans des conditions préservant leur santé et leur sécurité en cas de survenance de conditions climatiques susceptibles d'y porter atteinte. A défaut d'un tel local, des aménagements du chantier doivent permettre la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs dans des conditions équivalentes (art R.4534-142-1 du code du travail).</p> <p>*Les postes de travail extérieurs doivent être aménagés de telle façon que les travailleurs soient protégés, dans la mesure du possible, contre les conditions atmosphériques (art R.4225-1) telles que les intempéries (prévoir des zones d'ombre, des abris, des locaux climatisés...)</p> <p>*Augmenter la fréquence des poses</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
Mesures d'information				
<p>* Un quart d'heure prévention sera réalisé toutes les semaines afin de rappeler au personnel T.C.E. les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Boire de l'eau fraîche tous les ¼ d'heure - Porter des vêtements légers et clairs - Protéger la tête du soleil - Mouiller régulièrement la nuque et les avant bras - faire des repas légers et ne pas consommer d'alcool - Ne pas travailler seul - Observer le comportement des collègues et donner l'alerte dès les premiers symptômes de coup de chaleur - Préciser et présenter les secouristes présents sur le chantier 	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

4

LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

A - INSPECTION COMMUNE ET PREPARATION DU P.P.S.P.S.

- * Préalablement à toute intervention sur le chantier, chaque entrepreneur, contractant ou sous-traitant, doit procéder à une inspection commune du site avec le coordonnateur.
- * Les procédures d'installation et les consignes de sécurité mises au point lors de cette visite devront figurer au P.P.S.P.S. des entreprises.
- * Le P.P.S.P.S. doit être remis au coordonnateur au plus tard 15 jours avant intervention.
- * Une semaine au moins avant son arrivée, le chef de chantier ou chef d'équipe de l'entreprise sera présenté au coordonnateur pour confirmer la passation des consignes et mettre au point les modalités de son installation de chantier.

B - ENTREPRISES TITULAIRES D'UN MARCHE DE TRAVAUX

- * Les entreprises contractantes faisant appel à des sous-traitants, ou à des tâcherons, ou à des personnels intérimaires, restent entièrement responsables de l'application des règles élémentaires de sécurité tant collectives qu'individuelles par ces personnels.
- * Elles doivent informer le coordonnateur de leur arrivée sur le chantier, au moins quinze jours à l'avance.

C - SOUS-TRAITANTS

- * Dans le cas où un entrepreneur sous-traite une partie du contrat qu'il a conclu avec le maître d'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC ainsi que, si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Il doit aussi l'informer de l'obligation de participer au C.I.S.S.C.T.
- * Le sous-traitant devra être préalablement agréé par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage.
- * Il devra procéder, comme ci-dessus à une visite commune du chantier avec le coordonnateur et il lui fournira son PPSPS au plus tard 10 jours avant tout commencement de travaux.
- * Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les coordonnées des autres sous-traitants, et de leur transmettre son PPSPS et sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

D - ARTISANS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- * Les travailleurs indépendants, ou les employeurs exerçant directement leur activité sur le chantier, soit titulaires du contrat, soit sous-traitants d'un contractant, doivent se soumettre aux mêmes règles de sécurité que les personnels des entreprises contractantes.
- * Ils en seront informés par l'entreprise contractante et leurs contrats de sous-traitance devront se conformer aux dispositifs du « contrat type de sous-traitance du BTP » signé le 7 mars 1995 par les organisations professionnelles, pour ce qui concerne le paragraphe 2-3 Hygiène et Sécurité.

E - PERSONNELS INTERIMAIRES

- Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :
- * le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
 - * le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré
 - * l'intéressé est en règle au point de vue de la carte de travail et carte de séjour
 - * le personnel a subi la formation à la sécurité (décret du 20 mars 1979)

5

LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION

A - TELEPHONE

- * Un téléphone de chantier devra être mis dans le bureau de réunions de chantier.
- * les numéros d'urgence doivent être accessibles.
- * **Le poste de téléphone du chantier doit toujours être accessible jusqu'à la réception des travaux.**

B - CONSIGNES ET AFFICHAGE

- * Une affiche « appel en cas d'urgence » à renseigner, semblable au modèle ci-après sera affichée et maintenue visible près du téléphone.
- * Listes à afficher sur le panneau d'affichage:
 - des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
 - du matériel médical existant sur le chantier
 - mesures prévues pour l'évacuation rapide de tout accidenté grave (plan de secours)

C - CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT

- * Les consignes à tenir en cas d'accident figurent parmi les obligations de formation et d'information de chaque entrepreneur, pour chaque salarié arrivant sur le chantier.
- * Elles sont reproduites sur le PPSPS de l'entreprise.
- * Lors d'un accident, l'entreprise concernée enverra une personne à l'entrée du chantier pour guider les secours

D - SECOURISTES

Article R. 4224-15 du code du travail, ancien article R 241-39 :

«Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans :

- 1° Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ;
- 2° Chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux.

Les travailleurs ainsi formés ne peuvent remplacer les infirmiers.»

- * Il devra y avoir, à tout instant sur le chantier, un secouriste pour un maximum de 20 travailleurs.
- * Chaque entreprise doit disposer d'un secouriste pour 20 salariés.
- * Cet effectif étant rarement atteint par une équipe sur le même chantier, les employeurs ont intérêt à assurer la formation d'un plus grand nombre de secouristes du travail.
- * Les secouristes doivent pouvoir agir en toute circonstance sur le chantier, et vis-à-vis de tout accidenté, à quelque entreprise qu'il appartienne.
- * Les secouristes doivent porter un signe distinctif sur leur vêtement de travail ou un autocollant sur leur casque.
- * Ils doivent inscrire leur nom dès leur arrivée sur le chantier, sur une liste apposée au tableau d'affichage.
- * Il est rappelé que nul ne doit s'improviser secouriste s'il n'a reçu la formation spécifique et suivi les recyclages obligatoires sanctionnés par un brevet.

E - MATERIEL DE SECOURS

- * Chaque entreprise doit fournir à ses équipes sur chantier des troussees ou armoires de pharmacie.
- * Elles doivent être convenablement renouvelées et vérifiées par le chef de chantier ou le secouriste avant l'arrivée sur le chantier.
- * La liste et le mode d'emploi de chaque médicament devra figurer dans chaque trousse, et dans le PPSPS remis au chef de chantier ou chef d'équipe

F - FORMALITES A ACCOMPLIR EN CAS D'ACCIDENT

- * Remplir la fiche jointe en annexe dans tous les cas et en fournir un exemplaire au coordonnateur pour visa.
- * Etablir la déclaration d'accident du travail à la CRAM du lieu de l'accident .
- * Se procurer la photocopie de la déclaration de l'entreprise de travail temporaire ou du sous-traitant si c'est le cas.
- * En fournir la copie au coordonnateur.
- * Informer le coordonnateur des suites de l'accident : durée de l'arrêt de travail, séquelles...
- * Faire porter l'analyse de cet accident à l'ordre du jour de la prochaine réunion du CISSCT qui peut avoir à adopter des mesures en conséquence.
- * Le PPSPS de chaque entreprise doit comporter les adresses et numéros de téléphone des responsables à prévenir en cas d'accident.

EN CAS D'ACCIDENT

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'accident. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. L.4711-1 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

1 Téléphonnez au :

2 Dites :

Ici chantier :

à (commune, arrondissement) :

n° rue

Autre point de repère :

Téléphone chantier :

3 Précisez :

- la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)
- l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, au sol, dans une fouille...)
- s'il y a nécessité de dégagement

4 Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et un ne parle pas...)

5 Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...)

6 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours

7 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier



Sauveteurs-secouristes du travail : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs-secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom



ANNEXE

RAPPORTS DE DIAGNOSTICS AMIANTE PLOMB ET AMIANTE

Présence de matériaux contenant de l'amiante	Les Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux établis le 17/11/2024 et 29/11/2023 par Exim exploitation (n° de rapport : 105082, 105083, 105089, 103085, 105081 105091 et 105088 CDC HABITAT SOCIAL A)
Présence de matériaux contenant du plomb	Aucun document reçu



ANNEXE DHOL



DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE (DOHL)- R 476

Le présent protocole est établi dans le but de maîtriser les risques liés aux livraisons sur le chantier Aménagement du centre social des Larris situé 17 rue Jean MACE à Fontenay-sous-Bois

Ce document est transmis par l'entreprise de transport ou le fournisseur à la personne qui sera amené à venir sur l'opération citée ci-dessus.

Le non-respect de ces mesures pourra amener à l'exclusion du chantier et/ou à la rupture du contrat.

ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A)	ENTREPRISE DE TRANSPORT / FOURNISSEUR (E.T)
Raison sociale : Adresse :	Raison sociale : Adresse :
Nom contact : Tél contact : Fax contact :	Nom contact : Tél contact : Fax contact :

NATURE DE L'OPERATION :		
<input type="checkbox"/> Chargement	<input type="checkbox"/> Déchargement	
<input type="checkbox"/> Réaliser par l'entreprise d'accueil	<input type="checkbox"/> Réaliser par l'entreprise de transport / fournisseur	
<input type="checkbox"/> Ponctuelles	<input type="checkbox"/> Répétitif dates / / au / /	

HORAIRES D'OUVERTURE DU CHANTIER		DATE ET HORAIRE DE LIVRAISON
Du Lundi au Jeudi : ___7h00 à 19h00		le / /
Le Vendredi : 7h00 à 17h00		à h

* Si l'horaire n'est pas renseigné, il vous sera transmise 24 heures à l'avance par l'encadrement de chantier. Tous les transports ne venant pas dans la tranche horaire donnée, peuvent se voir refuser l'accès au chantier. Les éventuels coûts de ce refus resteront à la charge du transporteur.

MATIERES TRANPORTEES (aciers, béton, éléments préfabriqués, consommables, matériels, matières dangereuses ...)

SYMBOLES ET IDENTIFICATIONS DES DANGERS

<input type="checkbox"/> Pas de risque chimique	 <input type="checkbox"/> Explosif	 <input type="checkbox"/> Inflammable	 <input type="checkbox"/> Carburant	 <input type="checkbox"/> Gaz comprimé, liquéfié, dissout
 <input type="checkbox"/> Toxique	 <input checked="" type="checkbox"/> Corrosif	 <input type="checkbox"/> Irritant, sensibilisant	 <input type="checkbox"/> CMR, STOT danger par aspiration	 <input type="checkbox"/> Milieu aquatique

CONDITIONNEMENT DE LA MARCHANDISE

 <input type="checkbox"/> Colis	 <input type="checkbox"/> Palettes filmées	 <input checked="" type="checkbox"/> Paniers	 <input type="checkbox"/> Rack	 <input type="checkbox"/> Caisse palette
 <input type="checkbox"/> Big-bags	 <input type="checkbox"/> Bidon	 <input type="checkbox"/> Benne	 <input type="checkbox"/> Container	<input checked="" type="checkbox"/> Autres : <input checked="" type="checkbox"/> Aucun

POIDS ET DIMENSIONS DE L'ELEMENT LE PLUS DEFAVORABLE



kg

:

mX



mX

m

L'entreprise d'accueil vérifiera l'adéquation des équipements par rapport aux charges à soulever ainsi que l'autorisation de conduite des intervenants extérieurs.



DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE (DOHL)- R 476

TYPE DE VEHICULE ACCEPTE



☐ Porteur de moins de 3,5T

☐ Porteur de moins de 3,5T

☐ Hauteur de moins de 4,2 m

☐ Longueur de moins de 8,00 m

CARACTERISTIQUE DU VEHICULE ACCEPTE

 <input type="checkbox"/> Ensemble articulé	 <input type="checkbox"/> Toupie	 <input type="checkbox"/> Citerne	 <input type="checkbox"/> Benne
 <input type="checkbox"/> Plateau	 <input type="checkbox"/> Bâché depuis le sol	 <input type="checkbox"/> Porte-char	<input type="checkbox"/> Autres : <input type="checkbox"/> Aucun

EQUIPEMENT DISPONIBLE DANS L'ENTREPRISE D'ACCUEIL

 <input type="checkbox"/> Quai de déchargement	 <input type="checkbox"/> PIR d'accès	 <input type="checkbox"/> Grue à tour	 <input type="checkbox"/> Grue mobile	 <input type="checkbox"/> Pont roulant
 <input type="checkbox"/> Chariot élévateur	 <input type="checkbox"/> Transpalette	 <input checked="" type="checkbox"/> Diable	 <input type="checkbox"/> Accessoires de levage	<input type="checkbox"/> Autres aucun

EQUIPEMENT DE MANUTENTION A PREVOIR

 <input type="checkbox"/> Grue auxiliaire	 <input type="checkbox"/> Hayon élévateur	 <input type="checkbox"/> Bennes basculante	 <input type="checkbox"/> Transpalette	 <input type="checkbox"/> Diable	 <input type="checkbox"/> Chariot élévateur	 <input type="checkbox"/> Pré-émingué
--	--	--	---	-------------------------------------	--	--

RISQUES LIES AUX OPERATIONS DE CHARGEMENT ET/OU DE DECHARGEMENT

Le conditionnement des livraisons devra permettre un déchargement en toute sécurité :

Stockage obligatoire des éléments tubulaires dans les paniers.

Limitation de la hauteur du colis (cohérence entre ses dimensions, sa stabilité et le type d'élingage).

Toute livraison présentant un danger ne sera pas déchargée et ce à la charge de l'entreprise de transport.

Aucune personne ne sera autorisée à pénétrer dans la zone de chargement ou déchargement pendant l'opération, à l'exception du chef de chantier, du chef d'équipe et du transporteur.

Aucune opération de chargement ou déchargement ne pourra s'effectuer sans la présence ou l'accord du correspondant Technique ou de personnel d'encadrement de l'entreprise d'accueil.

L'E.A et l'E.T s'engagent à mettre à disposition uniquement du matériel régulièrement vérifié et entretenu.

ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A)	ENTREPRISE DE TRANSPORT / FOURNISSEUR
Nom : Fonction : Date : Signature :	Nom : Fonction : Date : Signature :



DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE (DOHL)- R 476 - Plan d'accès et de circulation

ORGANISATION DES DIFFERENTS ACCES ET CIRCULATIONS SUR CHANTIER





...



...



...

INSERER PLAN DU SECTEUR

Accès : à partir du.....

Prendre le boulevard

ACCES RUE,

INSERER PIC

PLANIFICATION

-> Les livraisons sont planifiées à minima une semaine en avance et les papiers d'identité ainsi que les cartes grises des véhicules envoyées au conducteur de travaux responsable.



LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE



CONSIGNES GENERALES DE SECURITE



Se présenter à l'homme trafic ou au PCS à l'arrivée



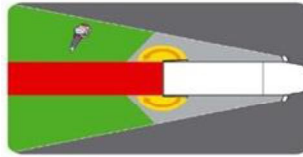
Respecter le Code de la route au sein du chantier



Stationner le véhicule à l'emplacement prévu et serrer le frein à main



Respecter la limite de vitesse autorisée (cochez la case)



Interdire toute présente dans la zone de manœuvre



Priorité aux véhicules sortants ou en manœuvre



Interdire toute présente dans la zone de manœuvre



Interdire toute présente dans la zone de manœuvre



Il est interdit de circuler sous une charge

Les accessoires de levage doivent être en bon état, adaptés à la charge et vérifiés périodiquement

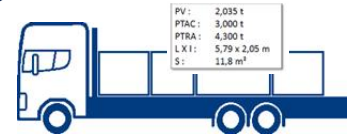
CONSIGNES OPERATIONS DE CHARGEMENT



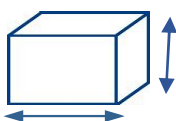
Bâcher et débâcher homme au sol



Valider le chargement par le responsable de la zone



S'assurer de la bonne répartition de la charge et respecter le PMA.



Respecter les règles de chargement du colis

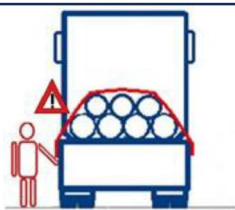


L'arrimage est obligatoire et doit être adapté à la charge transportée



Vérifier la mise en place correcte du plateau

CONSIGNES OPERATIONS DE DECHARGEMENT



Avec les matériaux circulaires, desserrez l'arrimage lentement



Décharger en présence du responsable de zone



Bâcher et débâcher homme au sol

DEVERSEMENT ACCIDENTEL



Prévenir le responsable de zone si un déversement accidentel est détecté

LES CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE

1. Appeler les pompiers

18

2. Un plan d'évacuation ainsi qu'une procédure d'appel en cas d'incendie sont affichés dans tous les locaux
3. Prévenir l'encadrement du chantier
4. Des extincteurs sont à disposition dans les magasins et dans les bureaux



LES CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT

1. Protéger la zone pour éviter un autre accident, couvrir la victime
2. Alerter le Sauveteur Secouriste du Travail (SST)



3. Appeler les secours d'urgence

15

4. Secourir